



Politiques agricoles de l'OCDE

PANORAMA



OCDE



Principales conclusions

2004

OCDE Politiques agricoles 2004

Panorama



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1^{er} de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays membres, ainsi que les pays non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les pays membres originaires de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971), la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973), le Mexique (18 mai 1994), la République tchèque (21 décembre 1995), la Hongrie (7 mai 1996), la Pologne (22 novembre 1996), la Corée (12 décembre 1996) et la République slovaque (14 décembre 2000). La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE (article 13 de la Convention de l'OCDE).

Also available in English under the title:

OECD Agricultural Policies 2004

AT A GLANCE

© OCDE 2004

Les permissions de reproduction partielle à usage non commercial ou destinée à une formation doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, tél. (33-1) 44 07 47 70, fax (33-1) 46 34 67 19, pour tous les pays à l'exception des États-Unis. Aux États-Unis, l'autorisation doit être obtenue du Copyright Clearance Center, Service Client, (508)750-8400, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 USA, ou CCC Online : www.copyright.com. Toute autre demande d'autorisation de reproduction ou de traduction totale ou partielle de cette publication doit être adressée aux Éditions de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

Avant propos

Il s'agit de la première édition du rapport Panorama des politiques agricoles des pays de l'OCDE, qui sera publié un an sur deux en alternance avec Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation*.

Ce rapport, qui est fondé sur un système exhaustif et comparatif de classification du soutien accordé à l'agriculture, comprend deux parties. La partie I fournit une courte description et une évaluation globale de l'évolution des politiques de soutien à l'agriculture et du soutien à l'agriculture dans l'ensemble des pays membres. La partie II fournit la même information pour chaque pays membre. La publication contient également des estimations plus détaillées du soutien et présente les résultats des estimations du soutien pour deux pays non membres – la Russie et l'Ukraine.

Le Groupe de travail des politiques et marchés agricoles de l'OCDE a approuvé la publication du résumé et de la partie I du rapport en mai 2004. Le reste du rapport est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

Remerciements. Cette édition des Panorama des politiques agricoles des pays de l'OCDE, a été préparée par la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries de l'OCDE, avec la participation active des pays membres. Les membres suivants du Secrétariat de l'OCDE ont contribué à la rédaction de ce rapport : Václav Vojtech (coordinateur), Jesús Antón, Ken Ash, Carmel Cahill, Dimitris Diakosavvas, Maria-Luisa Gil Lapetra, Hsin Huang, Darryl Jones, Yoon Jong Kim, Osamu Kubota, Andrzej Kwiecinski, Wilfrid Legg, Roger Martini, Olga Melyukhina, Catherine Moreddu, Kevin Parris, Luis Portugal, et Stefan Tangermann. Alexandra de Matos Nunes a coordonné la préparation des principaux tableaux et graphiques du rapport. Maria-Luisa Gil Lapetra, Céline Giner, Florence Mauclert, Laetitia Reille, Véronique de Saint-Martin, et Chen Young ont également fourni l'assistance statistique. Le secrétariat a été assuré par Françoise Bénicourt, Marina Giacalone et Michèle Patterson. L'assistance technique pour la préparation de la base de données des ESP/ESC pour la présentation sur le site internet a été fournie par Eric Espinasse et Serge Petiteau. Plusieurs autres collègues du Secrétariat de l'OCDE ont formulé des commentaires utiles, aux diverses étapes de préparation du rapport.

* En 2003, les pays membres sont convenus que le rapport Suivi et évaluation sera publié tous les deux ans.

Table des matières

Résumé	9
<i>Partie I.</i> ÉVALUATION DE L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES DE SOUTIEN	13
1. Évaluation de l'évolution des politiques de soutien	14
Évolution des politiques et des marchés	15
Le niveau du soutien aux producteurs demeure élevé	15
... mais il est en léger recul sur longue période	17
Le niveau de soutien est extrêmement variable selon les pays	17
Bien qu'en recul, les formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion restent prédominantes	23
De nouvelles formes de soutien ont été instaurées	26
Les écarts entre les niveaux de soutien aux différents produits sont également source de distorsions	28
Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture progresse, mais demeure peu important par rapport au soutien aux producteurs	32
Le soutien total à l'agriculture est en baisse	32
Globalement, la réforme a marqué certains progrès... ..	34
... mais ceux-ci demeurent très inégaux d'un pays à l'autre	35
Il faut à l'évidence poursuivre les efforts de réforme des politiques agricoles	37
<i>Annexe I.1.</i> Principes d'action	38
<i>Annexe I.2.</i> Critères opérationnels	39
<i>Annexe I.3.</i> Définitions des indicateurs de soutien mis au point par l'OCDE	40
<i>Partie II.</i> PAYS INDIVIDUELS	43
Australie	44
Canada	46
République Tchèque	48
Union Européenne	50
Hongrie	52
Islande	54
Japon	56
Corée	58
Mexique	60
Nouvelle-Zélande	62
Norvège	64
Pologne	66
République Slovaque	68
Suisse	70

Turquie.....	72
États-Unis.....	74
Partie III. TABLEAUX ANNEXES DES ESTIMATIONS DU SOUTIEN A L'AGRICULTURE.....	77
Partie IV. ECONOMIES NON MEMBRES.....	139
Russie.....	140
Ukraine.....	144
Liste des encadrés	
I.1. Méthode d'évaluation de l'évolution des politiques.....	14
I.2. Évaluation des variations annuelles du niveau de soutien dans l'ensemble de la zone de l'OCDE.....	16
Liste des tableaux	
I.1. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture.....	18
I.2. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture.....	19
I.3. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par pays.....	21
I.4. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par produit.....	30
I.5. OCDE : Estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays.....	33
II.1. Australie : Estimation du soutien à l'agriculture.....	45
II.2. Canada : Estimation du soutien à l'agriculture.....	47
II.3. République tchèque : Estimation du soutien à l'agriculture.....	49
II.4. Union européenne : Estimation du soutien à l'agriculture.....	51
II.5. Hongrie : Estimation du soutien à l'agriculture.....	53
II.6. Islande : Estimation du soutien à l'agriculture.....	55
II.7. Japon : Estimation du soutien à l'agriculture.....	57
II.8. Corée : Estimation du soutien à l'agriculture.....	59
II.9. Mexique : Estimation du soutien à l'agriculture.....	61
II.10. Nouvelle-Zélande : Estimation du soutien à l'agriculture.....	63
II.11. Norvège : Estimation du soutien à l'agriculture.....	65
II.12. Pologne : Estimation du soutien à l'agriculture.....	67
II.13. République slovaque : Estimation du soutien à l'agriculture.....	69
II.14. Suisse : Estimation du soutien à l'agriculture.....	71
II.15. Turquie : Estimation du soutien à l'agriculture.....	73
II.16. États-Unis : Estimation du soutien à l'agriculture.....	75
III.1. OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs.....	78
III.2. OCDE : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général.....	81
III.3. OCDE : Estimation du soutien aux consommateurs par pays.....	84
III.4. OCDE : Estimation du soutien aux consommateurs par produit.....	86
III.5. OCDE : Estimation du soutien total par pays.....	88
III.6. Australie : Principaux indicateurs par produit.....	89
III.7. Canada : Principaux indicateurs par produit.....	92
III.8. République tchèque : Principaux indicateurs par produit.....	95
III.9. Union européenne : Principaux indicateurs par produit.....	98
III.10. Hongrie : Principaux indicateurs par produit.....	101
III.11. Islande : Principaux indicateurs par produit.....	104
III.12. Japon : Principaux indicateurs par produit.....	107

III.13. Corée : Principaux indicateurs par produit.....	110
III.14. Mexique : Principaux indicateurs par produit.....	113
III.15. Nouvelle-Zélande : Principaux indicateurs par produit	116
III.16. Norvège : Principaux indicateurs par produit	119
III.17. Pologne : Principaux indicateurs par produit	122
III.18. Slovaquie : Principaux indicateurs par produit	125
III.19. Suisse : Principaux indicateurs par produit.....	128
III.20. Turquie : Principaux indicateurs par produit	131
III.21. États-Unis : Principaux indicateurs par produit	134
III.22. Variation de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) de 2002 à 2003 : Contribution du soutien des prix du marché (SPM) et des paiements budgétaires (PB)	137
III.23. Variation du soutien des prix du marché (SPM) de 2002 à 2003 : Contribution de ses éléments constitutifs.....	138
IV.1. Russie : Estimation du soutien à l'agriculture.....	141
IV.2. Russie : Principaux indicateurs par produit.....	142
IV.3. Ukraine : Estimation du soutien à l'agriculture	145
IV.4. Ukraine : Principaux indicateurs par produit.....	146

Liste des graphiques

I.1. Évolution de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP en %), du coefficient nominal de protection des producteurs (CNPp) et du coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNSp)	17
I.2. Estimation du soutien aux producteurs par pays.....	20
I.3. Coefficient nominal de soutien aux producteurs par pays	20
I.4. Composition de l'estimation du soutien aux producteurs dans la zone de l'OCDE.....	23
I.5. Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays 1986-88 et 2001-03.....	24
I.6. Coefficient nominal de protection des producteurs par pays	25
I.7. Estimation du soutien aux consommateurs par pays.....	25
I.8. Estimation du soutien aux producteurs par produits 1986-88 et 2001-03.....	28
I.9. Coefficient nominal de protection des producteurs par produits.....	29
I.10. Dispersion du soutien aux produits par pays	31
I.11. Estimation du soutien total par pays.....	34
I.12. Évolution du niveau, de la dispersion et de la composition du soutien dans les pays de l'OCDE.....	35

Résumé

Le secteur agricole de nombreux pays de l'OCDE reste caractérisé par des niveaux élevés de soutien et de protection.

En 2003, le soutien octroyé aux producteurs de l'ensemble de la zone de l'OCDE, tel que mesuré par l'ESP en pourcentage, a représenté 32 % des recettes agricoles, ce qui correspond à une légère augmentation par rapport à 2002, mais à une réduction par rapport aux 37 % de 1986-88. En 2003, l'ESP est estimée à 257 milliards d'USD, soit 229 milliards d'EUR.

La réforme des politiques agricoles se reflète dans la composition du soutien.

La part des formes de soutien faussant le plus la production et les échanges – soutien lié à la production et à l'utilisation des intrants – est passée de plus de 90 % du soutien aux producteurs en 1986-88 à environ 75 % en 2001-03. La dispersion des niveaux de soutien aux différents produits s'est aussi légèrement réduite. Malgré ce progrès évident, le recours à des politiques ciblées sur des objectifs et des bénéficiaires spécifiques est très modeste, d'où la nécessité de plus d'efforts. Des efforts supplémentaires sont également nécessaires pour que les politiques deviennent plus transparentes, adaptées aux résultats spécifiques, flexibles dans leur réponse aux changements de priorités, et équitables. Des niveaux encore élevés de soutien lié à la production et à l'utilisation des intrants stimulent la production intérieure, faussent les échanges et contribuent à déprimer les prix mondiaux des produits agricoles. Les politiques agricoles mises en œuvre dans les pays de l'OCDE imposent parfois des coûts, qui ne sont pas nécessaires, aux consommateurs et contribuables nationaux, et de nombreuses politiques de soutien exercent des pressions sur l'environnement, et pénalisent les fournisseurs compétitifs, y compris ceux des pays en développement.

La réforme des politiques agricoles demeure très inégale d'un pays à l'autre.

On note des disparités fortes et croissantes entre les niveaux de soutien octroyés par les différents pays de l'OCDE, et les besoins de réforme varient considérablement selon les pays. En 2001-03, le soutien aux producteurs s'est établi à moins de 5 % des recettes agricoles en Australie et en Nouvelle-Zélande, à 20 % ou moins au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en Pologne, en République slovaque et en Turquie, autour de 25 % en Hongrie et dans la République tchèque, à 35 % dans l'Union européenne, et à 60 % ou plus en Corée, en Islande, au Japon, en Norvège et en Suisse.

De nouvelles mesures ont été adoptées ou mises en place en 2003.

Au **Canada**, le Cadre stratégique pour l'agriculture a connu sa première année d'application, tandis qu'aux **États-Unis**, la loi agricole FSRI de 2002 était intégralement mise en œuvre. La **Norvège** a instauré un nouveau paiement forfaitaire à l'hectare, dont peuvent bénéficier tous les agriculteurs contribuant à l'entretien des paysages. L'**Australie** et le **Canada** ont versé des aides au titre de circonstances exceptionnelles, en l'occurrence la sécheresse pour la première et l'ESB pour le second. De leur côté, le **Japon** et la **Corée** pour le riz, et la **Norvège** pour les produits laitiers, se sont efforcés d'améliorer l'efficacité de leurs marchés intérieurs, protégés par de fortes mesures aux frontières. La **Hongrie**, la **Pologne**, la **République tchèque** et la **République slovaque** ont continué de préparer leur adhésion à l'**Union européenne** le 1^{er} mai 2004, notamment en modifiant les paiements de soutien aux producteurs, en accroissant les dépenses consacrées aux infrastructures et en élaborant des dispositifs de sécurité sanitaire des aliments. L'**Union européenne** est parvenue à un accord sur la réforme de la Politique Agricole Commune qui sera mis en œuvre entre 2005 et 2007. Il constitue un pas supplémentaire important en direction du découplage entre soutien et décisions de production. La **Suisse** est également parvenue à s'accorder sur le nouvel ensemble de réformes agricoles, qui sera appliqué au cours de la période 2004-07 et poursuivra les efforts de suppression des mesures ayant le plus d'effets de distorsion sur les échanges.

L'année 2003 a été marquée par des prix mondiaux élevés dans le cas de la viande, des graines oléagineuses, des produits laitiers et du riz, et par une baisse des prix mondiaux du sucre, du blé et du maïs. Les marchés de la viande ont été perturbés par l'apparition de foyers de maladies dans différentes régions du monde. Les flux commerciaux ont été influencés notamment par de fortes fluctuations des taux de change, en particulier la dépréciation du dollar des États-Unis et l'appréciation de l'euro. Tandis que certains pays continuent d'engager unilatéralement d'indispensables réformes, les négociations commerciales multilatérales n'ont pas progressé lors de la Conférence ministérielle de Cancún. **Une avancée des négociations à l'OMC permettrait de relancer le processus de réforme des politiques agricoles.**

PART I

Évaluation de l'évolution des politiques de soutien

Le présent chapitre décrit de façon détaillée le soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE, en évaluant les évolutions à court terme (2003 par rapport à 2002) et à plus long terme (comparaison de la moyenne pour 2001-03 avec la période de référence 1986-88). Après avoir défini le contexte caractérisant l'évolution des politiques et des marchés, sont examinés le niveau du soutien accordé aux producteurs et ses variations d'un pays de l'OCDE à l'autre, puis l'évolution de la composition de ce soutien.

1. Évaluation de l'évolution des politiques de soutien

Le présent chapitre décrit de façon détaillée le soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE, en évaluant les évolutions à court terme (2003 par rapport à 2002) et à plus long terme (comparaison de la moyenne pour 2001-03 avec la période de référence 1986-88). Après avoir défini le contexte caractérisant l'évolution des politiques et des marchés, sont examinés le niveau du soutien accordé aux producteurs et ses variations d'un pays de l'OCDE à l'autre, puis l'évolution de la composition de ce soutien. Cette dernière est importante car l'effet du soutien sur la production, les échanges, les revenus et l'environnement dépend des mécanismes d'octroi du soutien aux producteurs. Les écarts entre les niveaux de soutien accordés aux différents produits sont pris en compte car ils constituent également une source potentielle de distorsion. Sont ensuite données les estimations du niveau du soutien aux services agricoles d'intérêt général, ainsi que de la valeur totale des transferts résultant des politiques agricoles. L'évaluation présente enfin des conclusions sur l'avancement de la réforme des politiques agricoles dans les pays de l'OCDE du point de vue de la réduction du niveau du soutien, de l'amélioration de sa composition et de la diminution des écarts entre les niveaux de soutien aux différents

Encadré I.1. Méthode d'évaluation de l'évolution des politiques

En 1987, les ministres des pays de l'OCDE ont mis l'accent sur la nécessité de réduire progressivement le soutien à l'agriculture et d'adopter des formes de soutien faussant moins la production et les échanges, afin que le secteur agricole soit mieux à même de réagir aux signaux émanant des marchés. Ils sont par ailleurs convenus que les gouvernements devaient disposer d'une certaine latitude dans le choix des mesures et le rythme de la réforme, compte tenu de la diversité des situations des pays de l'OCDE, ainsi que la nécessité de prendre en compte tout un éventail d'objectifs d'action. En 1998, les ministres ont adopté un ensemble de principes de réforme des politiques agricoles (annexe I.1), ainsi qu'une série de critères opérationnels applicables à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures d'action (annexe I.2).

L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) et les indicateurs connexes (annexe I.3) sont les principaux outils utilisés pour suivre et évaluer l'évolution des politiques agricoles. Il est important d'établir une distinction entre les transferts accordés aux producteurs et leur impact sur les décisions individuelles de production, et ceux qui vont aux services d'intérêt général en faveur de l'ensemble du secteur agricole.

Les mesures prises en compte dans l'ESP sont classées en fonction de leurs modalités de mise en œuvre. Cette *composition du soutien* permet de classer les catégories de mesures en fonction de leurs effets possibles sur la production et l'utilisation d'intrants, la consommation, les échanges, les revenus et l'environnement. On y trouvera une explication détaillée de ces effets, ainsi que des concepts, de la méthodologie, de l'interprétation et des lignes directrices concernant l'utilisation des indicateurs de soutien établis par l'OCDE pour l'évaluation des politiques dans la publication *Mesure du soutien à l'agriculture et méthode d'évaluation des politiques* [www.oecd.org/dataoecd/36/47/1937457.pdf].

produits. Le chapitre suivant expose en détail les évolutions enregistrées pour chaque pays de l'OCDE et deux pays non membres – la Russie et l'Ukraine.

Évolution des politiques et des marchés

L'échec de la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Cancún (Mexique) en septembre 2003 a ralenti la progression du cycle de négociations commerciales du Programme de Doha pour le développement. Cela pourrait différer à nouveau l'impulsion internationale qu'il est pourtant indispensable de donner à la réforme des politiques agricoles, notamment en ce qui concerne la réduction des droits de douane, des mesures influençant la concurrence à l'exportation et des formes de soutien interne ayant des effets de distorsion sur les échanges. L'année 2003 a toutefois été marquée par quelques faits nouveaux importants au niveau national et dont beaucoup sont mis en œuvre par anticipation des nouveaux engagements multilatéraux.

Au **Canada**, le Cadre stratégique pour l'agriculture a connu sa première année d'application, tandis qu'aux **États-Unis**, la loi FSRI de 2002, qui prévoit de nouvelles formes de paiements aux producteurs dans l'optique de stabiliser les revenus agricoles, était intégralement mise en œuvre. La **Norvège** a instauré un nouveau paiement forfaitaire à l'hectare, dont peuvent bénéficier tous les agriculteurs contribuant à l'entretien des paysages. La **Hongrie**, la **Pologne**, les **Républiques tchèque** et **slovaque** ont continué de préparer leur adhésion à l'**Union européenne** le 1^{er} mai 2004, notamment en modifiant les paiements de soutien aux producteurs, en accroissant les dépenses consacrées aux infrastructures et en élaborant des dispositifs de sécurité des aliments. L'**Australie** et le **Canada** ont versé des aides au titre de circonstances exceptionnelles, en l'occurrence la sécheresse pour la première et l'ESB pour le second. De leur côté, le **Japon** et la **Corée** pour le riz, et la **Norvège** pour les produits laitiers, se sont efforcés d'améliorer l'efficacité de leurs marchés intérieurs, protégés par de fortes mesures aux frontières.

Différents changements importants de politiques ont été annoncés. L'**Union européenne** est parvenue à un accord sur la réforme de la Politique agricole commune. Cette dernière, qui sera mise en œuvre à compter de 2004, prévoit que les États membres devront instituer un nouveau paiement unique par exploitation destiné à remplacer la plupart des paiements au titre de la superficie cultivée ou du nombre d'animaux*. La **Suisse** est également parvenue à s'accorder sur le nouvel ensemble de réformes agricoles, qui sera appliqué au cours de la période 2004-07.

En 2003, les mesures en vigueur ont été appliquées alors que les prix mondiaux de la viande et des oléagineux, mais aussi ceux des produits laitiers et du riz étaient en hausse. Les marchés de la viande ont été perturbés par l'apparition de foyers de maladies dans différentes régions du monde, dont les conséquences sont néanmoins très variables. Les prix mondiaux du sucre, du blé et du maïs ont enregistré une légère baisse. Les variations des taux de change, en particulier la dépréciation du dollar et l'appréciation de l'euro, ont également influé sur les marchés.

Le niveau du soutien aux producteurs demeure élevé...

Le niveau du soutien octroyé aux producteurs agricoles est notamment mesuré par la valeur monétaire des transferts des consommateurs et des paiements budgétaires aux

* On trouvera dans le document *Analyse de la réforme de la PAC 2003* une analyse complète de l'impact de la réforme de la PAC.

producteurs (ESP), exprimée en part des recettes agricoles brutes (mesuré par l'ESP en %). Pour 2003, le soutien aux producteurs de l'ensemble de la zone de l'OCDE, tel que mesuré par l'ESP en %, est estimé à 32 %, alors qu'il était de 31 % en 2002 (encadré I.2) En d'autres termes, près du tiers des recettes agricoles brutes courantes de la zone de l'OCDE provient de transferts associés aux politiques agricoles (graphique I.1 ; tableaux I.1 et I.2). Au cours des trois années passées, le soutien aux producteurs s'est plus ou moins stabilisé autour de 31 % en moyenne pour la période 2001-03.

Entre autres facteurs responsables de ce faible accroissement du soutien au niveau de l'ensemble de l'OCDE en 2003, figure l'augmentation des paiements budgétaires fondés soit sur le revenu total de l'exploitation pour ce qui concerne le **Canada** et les **États-Unis**, soit sur la superficie cultivée/le nombre d'animaux dans de nombreux pays d'**Europe**, en particulier les pays d'Europe centrale entrant dans l'Union européenne le 1^{er} mai 2004. La taxe implicite à la consommation, que l'OCDE mesure au départ de l'exploitation, exprimée par l'ESC en %, et qui résulte des mesures de soutien des prix du marché (SPM), est demeurée stable à 24 %.

Le niveau du soutien peut également être mesuré par le coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS), qui exprime la valeur monétaire des transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs (ESP) pour la production courante évaluée aux prix à la frontière. Tout comme l'ESP en %, le CNS aux producteurs pour l'ensemble de la zone de l'OCDE n'a guère varié au cours de ces trois dernières années et s'est établi en moyenne à 1.45 pour la période 2001-03. Autrement dit, les recettes agricoles effectives sont supérieures de 45 % à ce qu'elles auraient été si elles provenaient intégralement des marchés mondiaux, en l'absence de tout soutien.

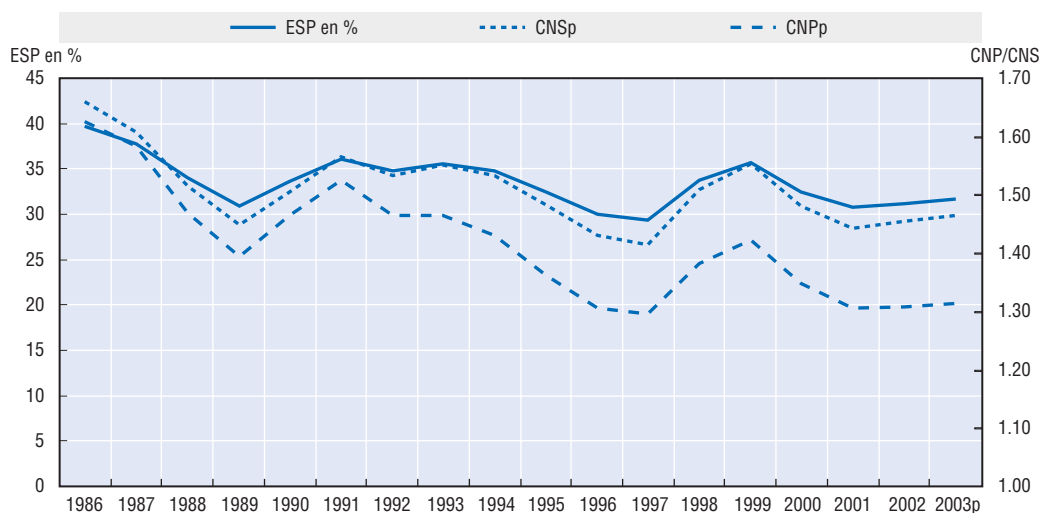
Encadré I.2. **Évaluation des variations annuelles du niveau de soutien dans l'ensemble de la zone de l'OCDE**

La mesure permettant le mieux de comparer les variations annuelles du niveau du soutien octroyé aux agriculteurs dans l'ensemble de la zone de l'OCDE est l'ESP en %. Pour obtenir la valeur monétaire totale correspondant au niveau des transferts aux producteurs de tous les pays de l'OCDE (ESP), il faut convertir en une seule et même monnaie la valeur des transferts de chaque pays, qui est libellée en différentes monnaies. En conséquence, la variation interannuelle du niveau total des transferts exprimé en une monnaie unique sera fonction à la fois de la variation du niveau des transferts mesurés dans chaque monnaie nationale et des fluctuations des taux de change.

Selon les estimations, le niveau des transferts aux producteurs mesuré par l'ESP en dollars des États-Unis a progressé de 12 %, puisqu'il est passé de 230 milliards d'USD en 2002 à 257 milliards d'USD en 2003 (tableau I.1). Mesurée en euros, la valeur des transferts a diminué de 6 %, passant de 244 milliards d'EUR à 229 milliards d'EUR. A partir de cette indication sur le niveau du soutien accordé, comment devons-nous interpréter ces variations dans les différentes monnaies ? Le montant du soutien octroyé aux producteurs a-t-il augmenté ou diminué ?

L'ESP en % résout ce dilemme car ce sont les mêmes taux de change qui servent à convertir le dénominateur (valeur des recettes agricoles brutes) en une monnaie unique. Étant donné que les variations des taux de change sont prises en compte aussi bien dans le numérateur que dans le dénominateur, l'ESP en % reflète la variation du niveau du soutien. Par conséquent, l'ESP en % est identique, que la valeur des transferts et des recettes agricoles brutes soit mesurée en dollars, en euros ou en zlotys.

Graphique I.1. **Évolution de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP en %), du coefficient nominal de protection des producteurs (CNPP) et du coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNSp)**



Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

... mais il est en léger recul sur longue période

A plus long terme, on observe une légère réduction du niveau global du soutien accordé aux producteurs agricoles des pays de l'OCDE. Exprimé en part des recettes agricoles brutes, le soutien aux producteurs est tombé de 37 % en 1986-88 à une moyenne de 31 % pour la période de trois ans considérée. Exprimées par le CNS aux producteurs, les recettes agricoles perçues en 1986-88 étaient en moyenne supérieures de 60 % à ce qu'elles auraient été si elles provenaient entièrement des marchés mondiaux sans aucune mesure de soutien. Pour la période 2001-03, cette moyenne est tombée à 45 %, ce qui indique que les mécanismes du marché peuvent davantage jouer, puisque la part des recettes agricoles générées sur les marchés est plus importante que celle résultant de l'intervention publique.

Néanmoins, depuis le début des années 90, l'ESP en % a oscillé entre 30 et 35 % selon les années, la moyenne pour 2001-03 se situant juste au-dessus de la moyenne triennale la plus faible, à savoir 30 %, enregistrée pour la période 1995-97.

Le niveau de soutien est extrêmement variable selon les pays

On observe des écarts sensibles et de plus en plus importants des niveaux du soutien accordé dans les pays de l'OCDE (graphiques I.2 et I.3 ; tableaux I.3). Ces disparités reflètent, entre autres, la diversité des objectifs poursuivis, des traditions nationales en matière d'action publique, ainsi que du rythme et du degré d'avancement de la réforme des politiques agricoles.

En 2003, on estime que le soutien aux producteurs, tel que mesuré par l'ESP en %, a progressé au **Canada**, en **Islande**, au **Japon**, dans la **République tchèque**, en **Turquie** et dans l'**Union européenne**, même si cette augmentation est minime pour tous ces pays, à l'exception de la Turquie. En revanche, l'ESP en % a baissé quelque peu aux États-Unis, en Norvège et en République slovaque, de manière significative en **Corée**, en **Hongrie**, au

Tableau I.1. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture

(Millions de USD)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	596 484	673 377	653 170	652 526	714 435
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>71</i>	<i>68</i>	<i>68</i>	<i>67</i>	<i>67</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	532 140	630 064	603 656	605 204	681 331
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	241 077	238 310	227 955	229 691	257 285
Soutien des prix du marché	186 331	148 597	139 065	146 257	160 469
<i>dont produits SPM</i>	<i>131 646</i>	<i>100 377</i>	<i>94 615</i>	<i>98 482</i>	<i>108 034</i>
Paievements au titre de la production	12 547	11 649	16 509	8 475	9 964
Paievements au titre de la superficie cultivée/du nombre d'animaux ¹	15 833	34 639	30 252	33 258	40 409
Paievements au titre des droits antérieurs	515	11 257	11 920	11 044	10 806
Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	20 324	21 243	20 514	20 480	22 736
Paievements avec contraintes sur les intrants	2 993	7 242	6 145	6 958	8 624
Paievements au titre du revenu global de l'exploitation	2 253	3 486	3 538	2 869	4 051
Paievements divers	281	197	13	349	228
ESP en pourcentage	37	31	31	31	32
CNP des producteurs	1.56	1.31	1.31	1.31	1.31
CNS aux producteurs	1.59	1.45	1.44	1.45	1.46
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	40 946	57 849	54 715	56 852	61 979
Recherche et développement	4 004	5 951	5 568	5 830	6 457
Établissements d'enseignement agricole	764	1 817	1 662	1 751	2 039
Services d'inspection	1 094	2 132	1 848	2 118	2 429
Infrastructures	13 467	17 678	18 105	16 840	18 089
Commercialisation et promotion	12 793	23 571	21 721	23 538	25 453
Stockage public	6 646	2 399	2 170	2 429	2 597
Divers	2 178	4 301	3 642	4 346	4 915
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	13.5	17.9	17.8	18.1	17.7
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-170 442	-141 820	-131 809	-139 859	-153 793
Transferts des consommateurs aux producteurs	-186 577	-145 997	-135 845	-143 534	-158 611
Autres transferts des consommateurs	-17 457	-24 719	-22 082	-24 448	-27 626
Transferts des contribuables aux consommateurs	21 697	27 894	25 372	27 766	30 544
Surcoût de l'alimentation animale	11 895	1 001	746	356	1 901
ESC en pourcentage	-34	-24	-23	-24	-24
CNP des consommateurs	1.63	1.37	1.35	1.38	1.38
CNS aux consommateurs	1.51	1.31	1.30	1.32	1.31
Estimation du soutien total (EST)	303 720	324 053	308 041	314 309	349 808
Transferts des consommateurs	204 034	170 715	157 927	167 982	186 237
Transferts des contribuables	117 143	178 056	172 197	170 775	191 197
Recettes budgétaires	-17 457	-24 719	-22 082	-24 448	-27 626
EST en pourcentage du PIB (%)	2.32	1.20	1.22	1.19	1.19

p : provisoire. Produits SPM : produits pour lesquels le SPM est calculé.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements à la production et de surcoût de l'alimentation animale. L'EST en pourcentage du PIB de l'OCDE pour 1986-88 n'inclut pas la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque dont le PIB n'est pas disponible pour ces dates. CNCoeficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. Cette catégorie comprend les paiements contracycliques des États-Unis qui sont provisoirement placés ici faute de classification plus adéquate.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Tableau I.2. **OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture**

(Millions d'EUR)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	540 252	686 302	729 330	692 372	637 204
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>71</i>	<i>68</i>	<i>68</i>	<i>67</i>	<i>67</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	481 595	641 294	674 042	642 160	607 679
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	219 421	242 575	254 534	243 717	229 473
Soutien des prix du marché	169 573	151 197	155 280	155 188	143 123
<i>dont produits SPM</i>	<i>119 897</i>	<i>102 166</i>	<i>105 647</i>	<i>104 496</i>	<i>96 356</i>
Paiements au titre de la production	11 451	12 104	18 433	8 993	8 887
Paiements au titre de la superficie cultivée/du nombre d'animaux ¹	14 418	35 036	33 779	35 289	36 041
Paiements au titre des droits antérieurs	489	11 555	13 310	11 719	9 637
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	18 421	21 638	22 906	21 730	20 278
Paiements avec contraintes sur les intrants	2 723	7 312	6 861	7 383	7 692
Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	2 079	3 536	3 950	3 044	3 613
Paiements divers	268	196	14	371	203
ESP en pourcentage	37	31	31	31	32
CNP des producteurs	1.56	1.31	1.31	1.31	1.31
CNS aux producteurs	1.59	1.45	1.44	1.45	1.46
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	37 156	58 899	61 095	60 324	55 279
Recherche et développement	3 624	6 054	6 217	6 186	5 759
Établissements d'enseignement agricole	692	1 844	1 856	1 858	1 818
Services d'inspection	992	2 159	2 063	2 248	2 166
Infrastructures	12 231	18 073	20 216	17 868	16 134
Commercialisation et promotion	11 617	23 977	24 254	24 975	22 702
Stockage public	6 032	2 439	2 423	2 577	2 317
Divers	1 968	4 354	4 066	4 611	4 384
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	13.4	18.0	17.8	18.1	17.7
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-154 885	-144 248	-147 178	-148 400	-137 168
Transferts des consommateurs aux producteurs	-169 736	-148 483	-151 684	-152 299	-141 465
Autres transferts des consommateurs	-15 744	-25 079	-24 656	-25 941	-24 640
Transferts des contribuables aux consommateurs	19 716	28 345	28 330	29 462	27 242
Surcoût de l'alimentation animale	10 879	969	833	378	1 695
ESC en pourcentage	-34	-24	-23	-24	-24
CNP des consommateurs	1.63	1.37	1.35	1.38	1.38
CNS aux consommateurs	1.51	1.31	1.30	1.32	1.31
Estimation du soutien total (EST)	276 293	329 818	343 959	333 502	311 994
Transferts des consommateurs	185 479	173 562	176 341	178 240	166 105
Transferts des contribuables	106 557	181 336	192 275	181 204	170 529
Recettes budgétaires	-15 744	-25 079	-24 656	-25 941	-24 640
EST en pourcentage du PIB (%)	2.32	1.20	1.22	1.19	1.19

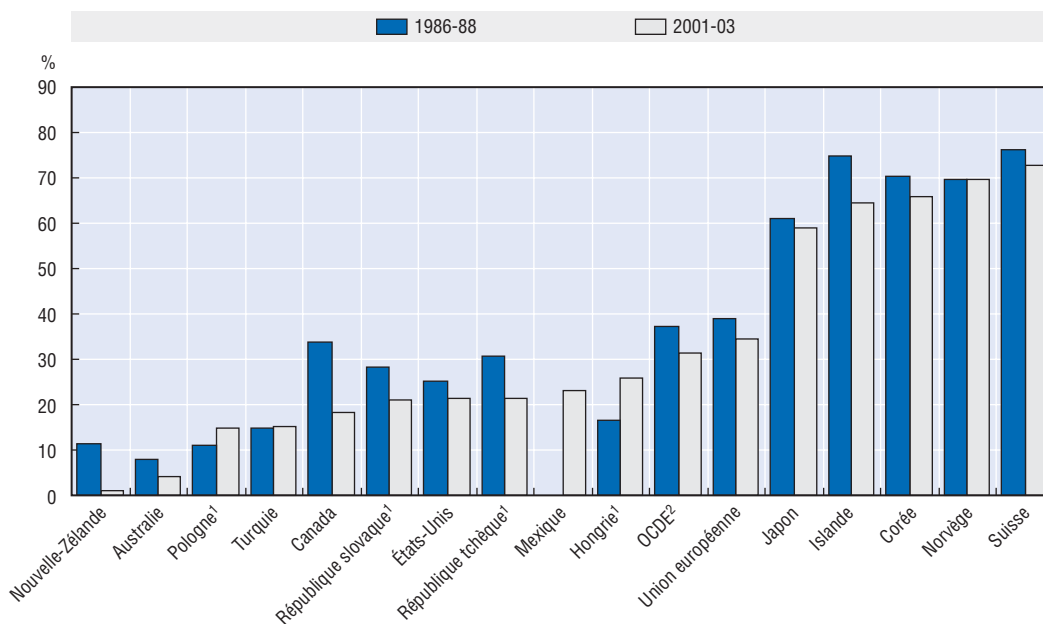
p : provisoire. Produits SPM : produits pour lesquels le SPM est calculé.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements à la production et de surcoût de l'alimentation animale. L'EST en pourcentage du PIB de l'OCDE pour 1986-88 n'inclut pas la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque dont le PIB n'est pas disponible pour ces dates. CNCoeficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. Cette catégorie comprend les paiements contracycliques des États-Unis qui sont provisoirement placés ici faute de classification plus adéquate.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Graphique I.2. Estimation du soutien aux producteurs par pays
(En pourcentage de la valeur des recettes agricoles brutes)



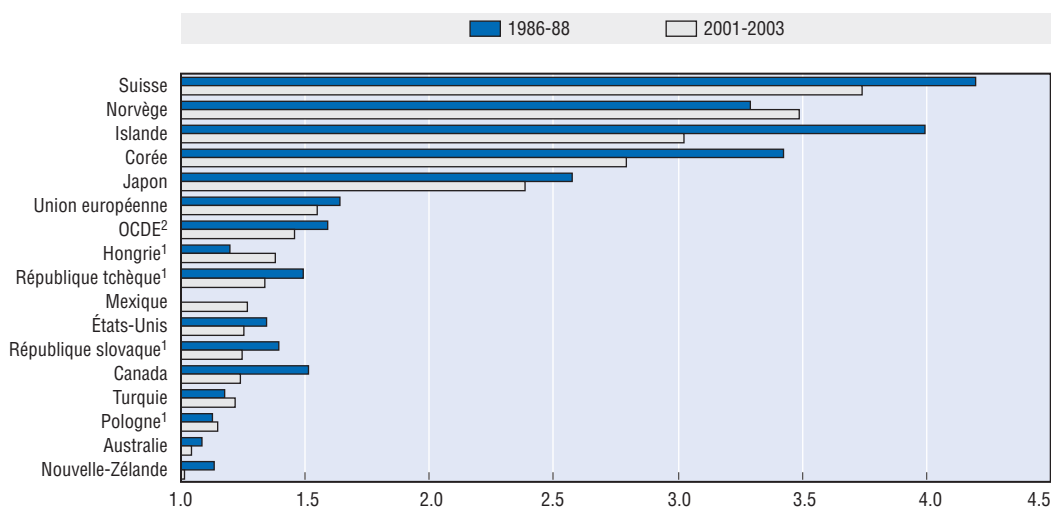
Notes : Les pays sont classés en fonction des niveaux de soutien pour 2001-03. Pour de plus amples détails, se reporter au tableau I.3.

1. Pour la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.

2. Pour la période 1986-88, la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque sont exclues.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Graphique I.3. Coefficient nominal de soutien aux producteurs par pays
(En pourcentage de la valeur des recettes agricoles brutes)



Notes : Les pays sont classés en fonction des niveaux de soutien pour 2001-03. Pour de plus amples détails, se reporter au tableau I.3.

1. Pour la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.

2. Pour la période 1986-88, la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque sont exclues.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Tableau I.3. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par pays

		1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Australie	Mn USD	1 264	884	792	844	1 016
	Mn EUR	1 162	896	885	895	906
	ESP en pourcentage	8	4	3	4	4
	CNP des producteurs	1.04	1.00	1.00	1.00	1.00
	CNS aux producteurs	1.09	1.04	1.04	1.04	1.04
Canada	Mn USD	5 667	4 675	3 949	4 514	5 563
	Mn EUR	5 183	4 720	4 410	4 789	4 962
	ESP en pourcentage	34	19	17	20	21
	CNP des producteurs	1.40	1.13	1.11	1.13	1.15
	CNS aux producteurs	1.51	1.24	1.21	1.24	1.27
République tchèque¹	Mn USD	1 350	983	867	945	1 135
	Mn EUR	1 098	995	968	1 003	1 012
	ESP en pourcentage	31	25	23	25	27
	CNP des producteurs	1.54	1.19	1.15	1.21	1.22
	CNS aux producteurs	1.49	1.33	1.30	1.33	1.38
Union européenne	Mn USD	95 611	101 696	88 926	94 789	121 371
	Mn EUR	86 884	102 708	99 295	100 577	108 251
	ESP en pourcentage	39	35	34	35	37
	CNP des producteurs	1.72	1.34	1.31	1.33	1.37
	CNS aux producteurs	1.64	1.55	1.51	1.54	1.60
Hongrie¹	Mn USD	880	1 544	1 160	1 871	1 601
	Mn EUR	716	1 570	1 296	1 986	1 428
	ESP en pourcentage	16	27	22	33	27
	CNP des producteurs	1.15	1.14	1.10	1.19	1.21
	CNS aux producteurs	1.20	1.38	1.28	1.49	1.36
Islande	Mn USD	195	146	112	151	175
	Mn EUR	176	147	125	160	156
	ESP en pourcentage	75	67	61	69	70
	CNP des producteurs	3.89	2.67	2.21	2.86	2.94
	CNS aux producteurs	3.99	3.03	2.56	3.24	3.28
Japon	Mn USD	48 906	44 347	45 481	42 819	44 740
	Mn EUR	44 342	45 374	50 784	45 434	39 904
	ESP en pourcentage	61	58	59	57	58
	CNP des producteurs	2.46	2.29	2.35	2.25	2.26
	CNS aux producteurs	2.57	2.38	2.45	2.34	2.36
Corée	Mn USD	12 120	17 264	16 399	18 377	17 016
	Mn EUR	10 882	17 662	18 311	19 499	15 177
	ESP en pourcentage	70	64	63	68	60
	CNP des producteurs	3.36	2.67	2.59	3.01	2.39
	CNS aux producteurs	3.42	2.79	2.69	3.16	2.53
Mexique	Mn USD	-43	7 307	7 146	8 786	5 990
	Mn EUR	-20	7 548	7 979	9 322	5 343
	ESP en pourcentage	0	21	20	25	19
	CNP des producteurs	0.92	1.20	1.18	1.27	1.15
	CNS aux producteurs	1.00	1.27	1.25	1.33	1.23
Nouvelle-Zélande	Mn USD	474	114	31	122	189
	Mn EUR	451	111	34	130	168
	ESP en pourcentage	11	2	0	2	2
	CNP des producteurs	1.02	1.01	1.00	1.02	1.02
	CNS aux producteurs	1.13	1.02	1.00	1.02	1.03

Tableau I.3. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par pays (suite)

		1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Norvège	Mn USD	2 763	2 611	2 178	2 681	2 972
	Mn EUR	2 499	2 643	2 432	2 845	2 651
	ESP en pourcentage	70	71	68	73	72
	CNP des producteurs	3.97	2.82	2.55	3.08	2.83
	CNS aux producteurs	3.29	3.49	3.12	3.72	3.62
Pologne¹	Mn USD	1 433	1 822	2 223	2 024	1 218
	Mn EUR	1 180	1 905	2 483	2 148	1 086
	ESP en pourcentage	11	13	15	14	9
	CNP des producteurs	1.08	1.12	1.16	1.13	1.08
	CNS aux producteurs	1.13	1.14	1.17	1.17	1.10
République Slovaque¹	Mn USD	540	328	231	354	400
	Mn EUR	440	330	258	375	357
	ESP en pourcentage	28	20	16	22	21
	CNP des producteurs	1.17	1.12	1.06	1.15	1.15
	CNS aux producteurs	1.40	1.24	1.19	1.28	1.26
Suisse	Mn USD	5 304	4 984	4 424	4 987	5 540
	Mn EUR	4 791	5 058	4 940	5 292	4 941
	ESP en pourcentage	76	73	72	74	74
	CNP des producteurs	4.56	2.85	2.72	2.93	2.90
	CNS aux producteurs	4.20	3.74	3.57	3.80	3.86
Turquie	Mn USD	2 864	5 367	1 043	5 577	9 479
	Mn EUR	2 602	5 179	1 165	5 918	8 455
	ESP en pourcentage	15	17	5	20	26
	CNP des producteurs	1.15	1.19	1.05	1.20	1.32
	CNS aux producteurs	1.18	1.22	1.05	1.25	1.36
États-Unis	Mn USD	41 831	44 239	52 991	40 849	38 878
	Mn EUR	38 406	45 730	59 170	43 343	34 675
	ESP en pourcentage	25	20	23	19	18
	CNP des producteurs	1.19	1.12	1.17	1.10	1.10
	CNS aux producteurs	1.34	1.25	1.30	1.23	1.22
OCDE	Mn USD	241 077	238 310	227 955	229 691	257 285
	Mn EUR	219 421	242 575	254 534	243 717	229 473
	ESP en pourcentage	37	31	31	31	32
	CNP des producteurs	1.56	1.31	1.31	1.31	1.31
	CNS aux producteurs	1.59	1.45	1.44	1.45	1.46

p : provisoire. CNCoefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

UE-12 pour 1986-94 UE-15 à partir de 1995 l'UE inclut l'ex-RDA à partir de 1990.

L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux pour l'OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 1995.

1. Pour la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, les données de la première colonne se réfèrent à 1991-93.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Mexique, et en **Pologne**, tandis qu'elle est demeurée constante en **Australie**, en **Nouvelle-Zélande** et en **Suisse**.

Les variations du SPM en 2003 ont eu une influence sensible sur les niveaux du soutien aux producteurs dans de nombreux pays, à la hausse dans la plupart des cas, mais parfois aussi à la baisse. Ces évolutions ont souvent été imputables soit à l'influence d'un dollar faible ou d'un euro fort par rapport à la monnaie nationale, selon l'importance du marché de l'Union européenne ou des États-Unis pour le pays considéré. Au niveau global de l'OCDE, ces augmentations et diminutions s'annulent.

L'ESP moyenne en % pour 2001-03 a été inférieure à 5 % en **Australie** et en **Nouvelle-Zélande**. Pour l'Amérique du Nord (**Canada, États-Unis** et **Mexique**), la **Pologne**, la **République slovaque** et la **Turquie**, cette moyenne s'est située à 20 % ou moins. Elle s'est établie autour de 25 % pour la **Hongrie** et la **République tchèque**, et à 35 % pour l'**Union européenne**, chiffre légèrement supérieur à la moyenne de la zone de l'OCDE. Quant à la **Corée**, à l'**Islande**, au **Japon**, la **Norvège** et la **Suisse**, l'ESP a atteint quelque 60 % ou plus.

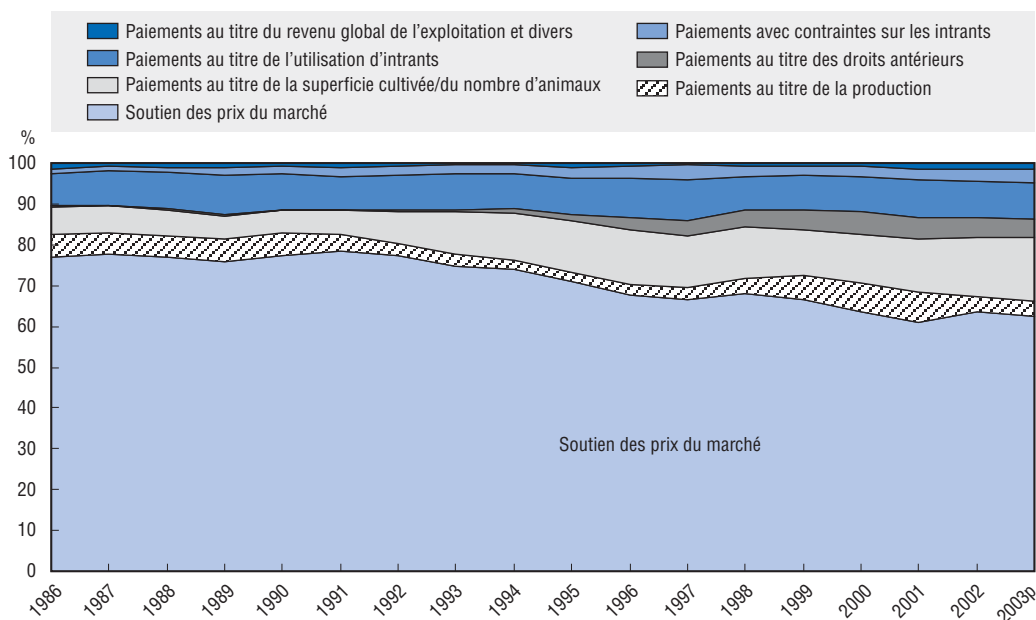
Sur longue période, le niveau du soutien aux producteurs a diminué dans la plupart des pays de l'OCDE. L'ESP moyenne en % pour la période 2001-03 était inférieure à la moyenne de 1986-88 pour tous les pays, sauf la **Hongrie**, le **Mexique**, la **Pologne** (par rapport à 1991-93), la **Turquie**, où le soutien a augmenté tout en demeurant relativement faible, et la **Norvège**, où il est resté inchangé. Les baisses les plus sensibles en pourcentage ont été enregistrées pour l'**Australie**, le **Canada**, la **Nouvelle-Zélande**, les **Républiques tchèque** et **slovaque**, dont les niveaux de soutien sont inférieurs à la moyenne de la zone de l'OCDE.

Bien qu'en recul, les formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion restent prédominantes

Même si le niveau global du soutien aux producteurs pour l'ensemble de la zone de l'OCDE n'a que légèrement diminué, on observe une évolution sensible de la composition du soutien se caractérisant par le remplacement des transferts des consommateurs (SPM) par divers paiements budgétaires, et également par des modifications des types de paiements budgétaires accordés aux producteurs. La part englobant le SPM et les paiements au titre de la production, qui représentait 82 % du soutien total aux producteurs de la zone de l'OCDE en 1986-88, est tombée à 67 % pour la période 2000-02 (graphiques I.4 et I.5). Cette évolution est

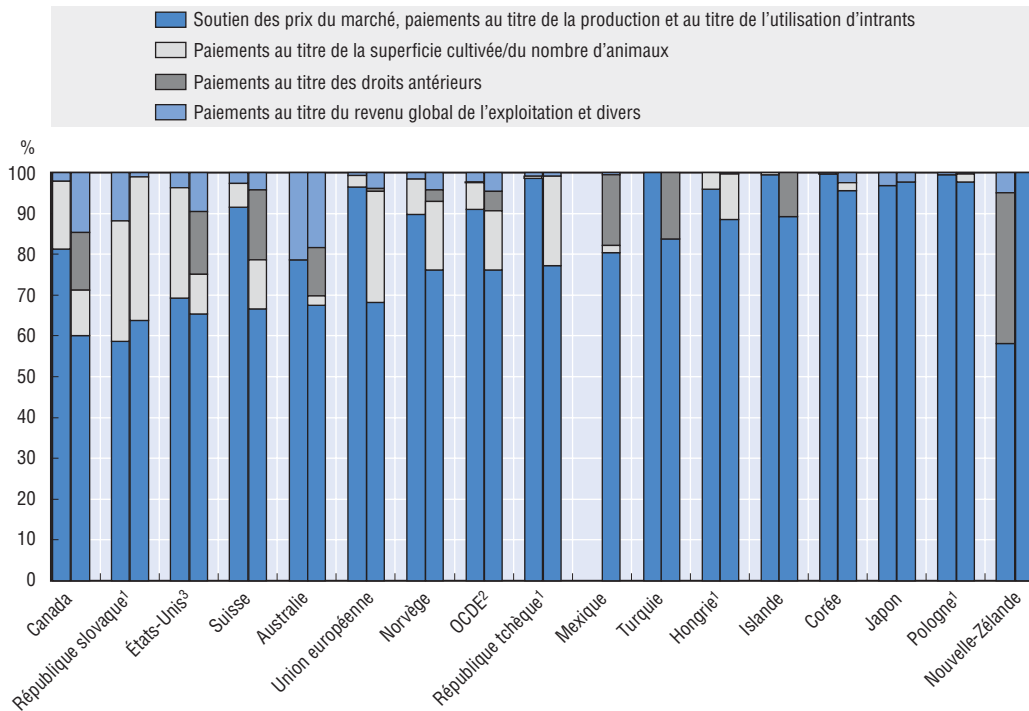
Graphique I.4. **Composition de l'estimation du soutien aux producteurs dans la zone de l'OCDE**

(Part en pourcentage de l'ESP)



Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Graphique I.5. **Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays 1986-88 et 2001-03**
(Part en pourcentage de l'ESP)



Notes : Les pays sont classés en fonction des niveaux de soutien pour 2001-03. Pour de plus amples détails, se reporter au tableau I.3.

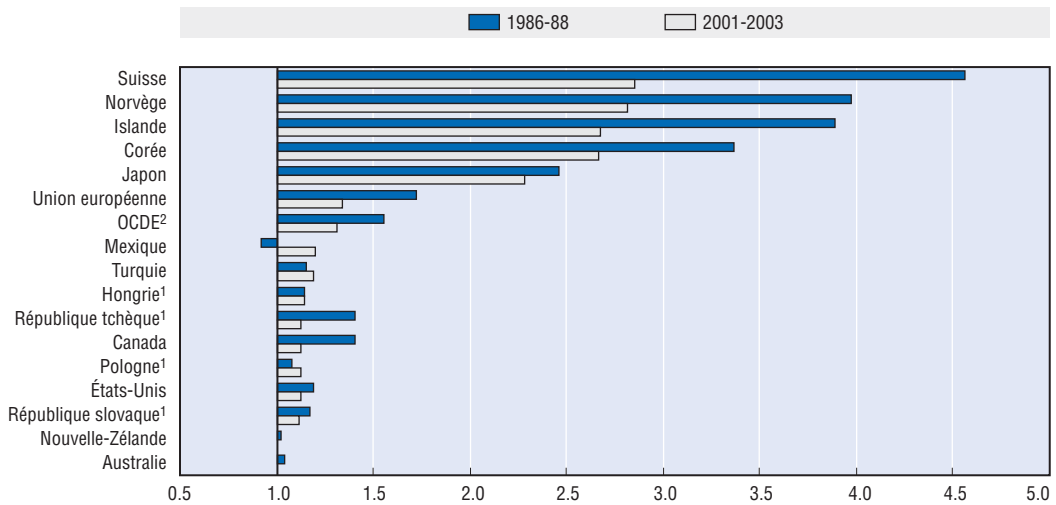
1. Pour la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.
2. Pour la période 1986-88, la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque sont exclues.
3. Les paiements au titre de la superficie cultivée entrant dans la moyenne 2001-03 comprennent provisoirement les « paiements contracycliques ».

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

importante du fait que les mesures de soutien liées à la production limitent l'influence des marchés mondiaux sur les décisions des producteurs nationaux.

L'évolution du coefficient nominal de protection des producteurs (CNP), qui montre l'importance de la protection des agriculteurs vis-à-vis du marché, montre le recul de la prédominance du SPM et des paiements au titre de la production (graphiques I.1 et I.6). En 1986-88, le CNP des producteurs pour l'ensemble de la zone de l'OCDE était supérieur de 56 % en moyenne aux prix à la frontière. En 2001-03, cet écart était tombé à 31 %. Les baisses en pourcentage les plus sensibles sont observées dans les pays accordant un soutien relativement élevé, en l'occurrence la **Corée**, l'**Islande**, la **Norvège**, la **Suisse** et l'**Union européenne**. Dans ces pays et dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, la protection vis-à-vis du marché a diminué plus rapidement que le soutien total, mais à l'instar ce qui est constaté pour le niveau global du soutien, cette inflexion est peu marquée depuis le milieu des années 90. Les variations de l'ESC en % font elles aussi ressortir la diminution du SPM (graphique I.7). Certains pays ont contrebalancé l'avantage que constitue pour les consommateurs une baisse des prix par une diminution du niveau des subventions à la consommation.

Graphique I.6. Coefficient nominal de protection des producteurs par pays



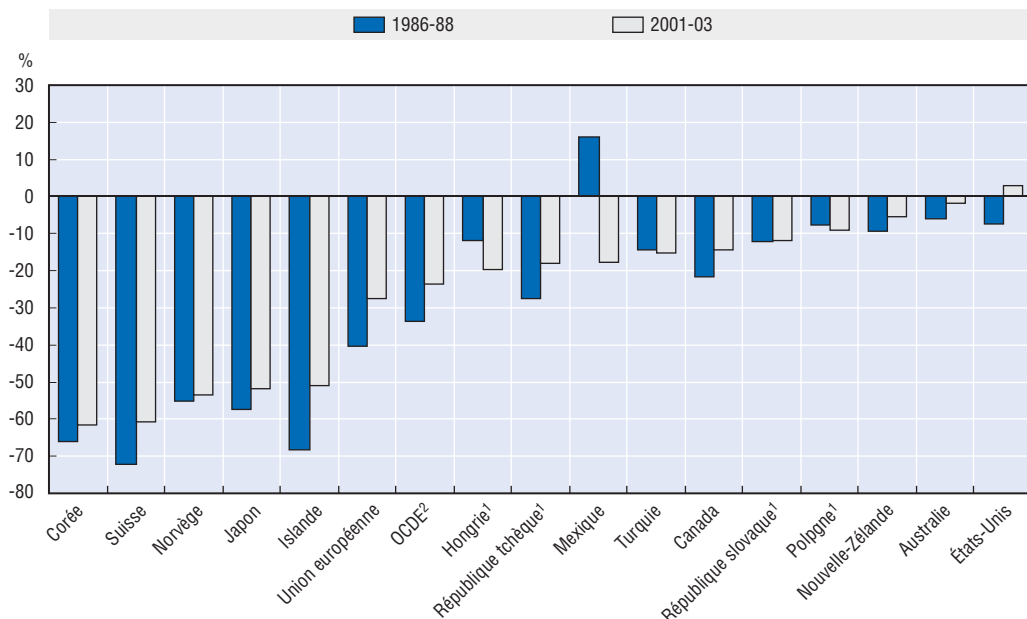
Notes : Les pays sont classés en fonction des niveaux de soutien pour 2001-03. Pour de plus amples détails, se reporter au tableau I.3.

1. Pour la Hongrie, la Pologne, les République tchèque et slovaque, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.

2. Pour la période 1986-88, la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque sont exclues.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Graphique I.7. Estimation du soutien aux consommateurs par pays
(Pourcentage des dépenses de consommation au départ de l'exploitation)



Notes : Les pays sont classés en fonction de leurs niveaux pour la période 2001-03. Une ESC en pourcentage négative correspond à une taxe implicite sur la consommation.

1. Pour la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.

2. Pour la période 1986-88, la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque sont exclues.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Outre le soutien lié à la production, les paiements versés au titre de l'utilisation d'intrants ont également des effets de distorsion considérables. Bien qu'elle ne soit pas aussi importante que celle du soutien lié à la production, la part de ces paiements dans le soutien aux producteurs est demeurée relativement constante sur la période considérée, puisqu'elle est passée de 8 % de l'ESP totale de la zone de l'OCDE en 1986-88 à 9 % pour la période 2001-03. La part globale du soutien lié à la production et aux intrants est tombée de 91 % à 76 %.

En 1986-88, la part des transferts associés aux mesures de soutien liées à la production et aux intrants dans le soutien accordé aux producteurs était égale ou supérieure à la moyenne de la zone de l'OCDE, à savoir 91 %, dans la majorité des pays de l'OCDE, y compris la **Corée**, la **Hongrie**, l'**Islande**, le **Japon**, la **Norvège**, la **Pologne**, la **République tchèque**, la **Suisse**, la **Turquie** et l'**Union européenne**. Avec l'évolution des politiques, la part de ces transferts dans le soutien accordé aux producteurs est désormais inférieure à la moyenne de 76 % observée pour la zone de l'OCDE en 2001-03 en Norvège, en Suisse et dans l'Union européenne. Elle demeure néanmoins supérieure à 91 % en Corée, au Japon et en Pologne.

Globalement, cette évolution va dans le sens de l'objectif à long terme de réduction des formes de soutien faussant le plus la production et les échanges, en particulier dans le cas des pays qui ont le plus diminué la part de ces transferts. Il se peut que ces formes de soutien accroissent également les pressions exercées sur l'environnement. En outre elles ne sont pas les plus efficaces dès lors qu'il s'agit de cibler le revenu agricole ou la fourniture d'avantages environnementaux spécifiques.

Quoi qu'il en soit, le niveau actuel de protection vis-à-vis du marché continue de jouer un rôle important, puisqu'il stimule la production intérieure, fausse les échanges et tire vers le bas les prix mondiaux des produits agricoles. Ces incidences génèrent des coûts non seulement pour les consommateurs et contribuables nationaux, mais également pour les autres pays, en particulier ceux qui produisent les mêmes produits agricoles. L'accroissement de la production et de la protection dans les pays de l'OCDE diminue les incitations à produire dans les autres parties du monde, risque de modifier la structure de consommation et d'affecter la sécurité des approvisionnements alimentaires et peut limiter les opportunités de croissance dans les pays en développement. Qui plus est, la protection vis-à-vis du marché a un caractère régressif dans la mesure où elle bénéficie essentiellement aux grandes exploitations. Dans la mesure où le soutien des prix est transmis aux consommateurs des aliments, la protection vis-à-vis du marché peut porter surtout préjudice aux ménages à faible revenu, pour lesquels la part de l'alimentation dans les dépenses totales est proportionnellement plus élevée.

De nouvelles formes de soutien ont été instaurées

La réduction, dans certains pays, des formes de soutien ayant les effets de distorsion les plus importants s'est accompagnée de l'introduction d'autres formes de soutien qui devraient avoir des effets de distorsion moindres. En 2001-03, la part des paiements au titre de la superficie plantée ou du nombre d'animaux s'est établie à 15 % du soutien aux producteurs, contre 7 % en 1986-88. Le montant de ces paiements a été particulièrement élevé dans les **Républiques tchèque** (22 % de l'ESP), et **slovaque** (35 % de l'ESP) et dans l'**Union européenne** (27 % de l'ESP). Les paiements versés au titre des droits antérieurs (superficie, effectif de bétail, rendements, soutien ou recettes), qui ont été mis en place pour la première fois en 1993, ont représenté quelque 5 % du soutien total aux producteurs

de la zone de l'OCDE en 2001-03. Les principaux pays faisant appel à cette catégorie de paiements sont les **États-Unis** (15 % de l'ESP), le **Mexique** (17 % de l'ESP), la **Suisse** (17 % de l'ESP) et la **Turquie** (16 % de l'ESP).

Alors que les paiements au titre des droits antérieurs sont indépendants des décisions de production de la période considérée (fondées sur le soutien ou les recettes agricoles perçues antérieurement, ou encore la superficie et les rendements de produits spécifiques obtenus par le passé), les paiements à la surface ou par tête de bétail sont déterminés par les surfaces effectivement plantées ou le nombre d'animaux élevés. Compte tenu des liens avec des paramètres de la production courante, les paiements au titre de la superficie cultivée/du nombre d'animaux faussent davantage la production que les paiements au titre des droits antérieurs. Les deux types de paiements peuvent influencer sur les décisions courantes dans la mesure où ils peuvent diminuer les risques de production en réduisant la variabilité des recettes et en modifiant la valeur des terres, même s'ils ont des effets de distorsion sensiblement moins marqués que les mesures de soutien liées à la production et aux intrants. De ce fait, il serait peut-être nécessaire de prêter attention à tout effet sur la production que de tels paiements pourraient induire, en particulier lorsque ces paiements sont importants, comme c'est le cas par exemple aux **États-Unis** et dans l'**Union européenne**.

Bien que ces paiements puissent être spécifiquement ciblés sur des catégories de revenu ou des conditions environnementales particulières, ils sont le plus souvent ouverts à l'ensemble du secteur. Ils bénéficient en partie aux propriétaires fonciers, qui ne sont pas toujours exploitants, ainsi qu'aux grandes exploitations plutôt qu'à celles de petite taille. Par ailleurs, ils risquent d'encourager la mise en valeur de terres écologiquement fragiles, même s'ils sont parfois versés sous réserve que les agriculteurs respectent certaines normes environnementales.

Certains pays ont de plus en plus recours à des paiements avec contraintes sur les intrants afin de répartir les coûts engendrés par la réduction, le remplacement ou le retrait de ressources de la production, ou encore par la modification des techniques de production, notamment à des fins environnementales. Ces paiements, qui ont plus que doublé depuis 1986-88, ne représentent que 3 % de l'ESP totale de la zone de l'OCDE. Pour la période 2001-03, la part de ces paiements dans l'ESP s'est élevée à 4 % aux **États-Unis** et dans l'**Union européenne**, à 2 % au **Japon**, en **Norvège** et en **Suisse**, et à 1 % dans la **République tchèque**, tandis qu'elle a été nulle dans tous les autres pays.

Les paiements avec contraintes sur les intrants comptent parmi les catégories de soutien ayant l'impact le plus faible sur la production et les échanges de certains produits. Néanmoins, comme ces paiements sont fondés sur les coûts de location des terres et/ou les coûts d'adoption et de maintien de bonnes pratiques agricoles, lesquels sont d'autant plus élevés que les paiements liés à la production sont importants, leur niveau et par conséquent les coûts engendrés par la fourniture de services environnementaux ou la réduction des atteintes à l'environnement sont plus élevés qu'ils ne le seraient en l'absence de soutien lié à la production. Les politiques qui demandent aux producteurs de prendre en compte la pollution, contribuent aussi d'une façon importante à l'amélioration des performances environnementales de l'agriculture.

Certains pays ont également recours à des paiements au titre du revenu total de l'exploitation ou des recettes agricoles totales, qui présentent le double avantage d'être les plus efficaces en matière de transferts aux producteurs et, en général de moins fausser la production et les échanges. En 2001-03, ces paiements représentaient environ 18 % de l'ESP

en **Australie**, 13 % au **Canada**, 5 % aux **États-Unis** et 3 % en **Norvège**. Bien que la part de ces paiements soit non négligeable dans plusieurs pays, elle continue de demeurer mineure, de l'ordre de 1 %, dans le soutien total aux producteurs de la zone de l'OCDE.

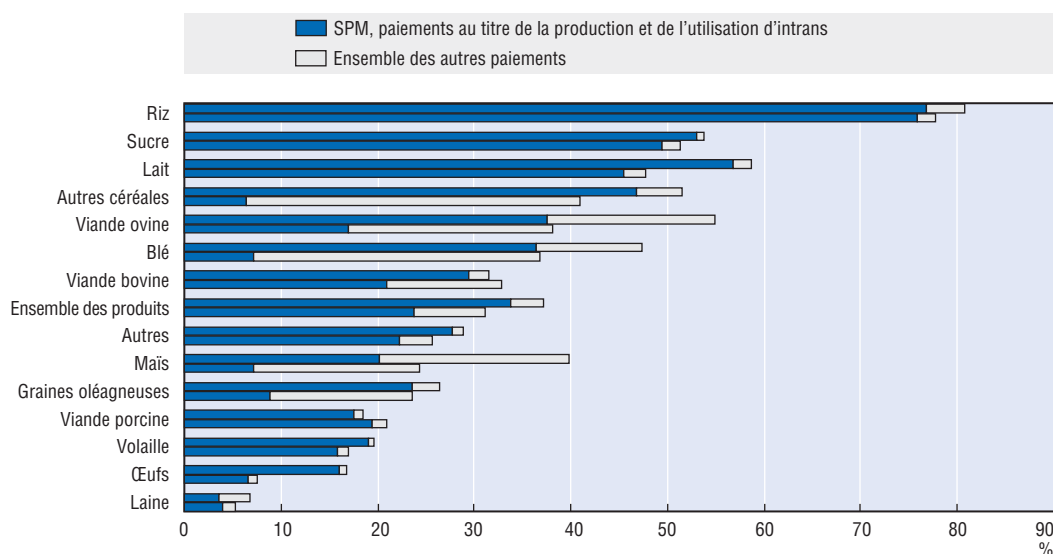
Les écarts entre les niveaux de soutien aux différents produits sont également source de distorsions

On observe également des écarts sensibles entre les différents niveaux de soutien et de protection accordés aux produits (graphiques I.8 et I.9 ; tableau I.4). Pour la période 2001-03, l'ESP moyenne en % par produit pour l'ensemble de la zone de l'OCDE était inférieure à la moyenne, qui s'était établie à 31 % tous produits confondus, dans le cas de la laine et des œufs (inférieure à 10 %), la viande porcine et la viande de volaille (de l'ordre de 20 %), ainsi que pour le maïs et les graines oléagineuses (environ 25 %). Elle était légèrement supérieure à la moyenne de l'OCDE pour la viande bovine (33 %), le blé et la viande ovine (près de 40 %), et sensiblement supérieure dans le cas du lait et du sucre (autour de 50 %) et du riz (près de 80 %).

Par rapport à 1986-88, les niveaux moyens de soutien sont en baisse pour tous les produits, à l'exception de la viande porcine et de la viande bovine, qui ont légèrement augmenté. Les diminutions les plus importantes, tant en termes absolus qu'en termes relatifs, ont été enregistrées pour les céréales autres que le riz (blé, maïs et autres céréales) et pour la viande ovine. On note de fortes baisses du niveau du soutien des prix accordé à ces produits, ce que corrobore le CNP des producteurs. A titre d'exemple, les prix perçus par les producteurs de blé en 1986-88 étaient en moyenne supérieurs de 70 % aux prix à la

Graphique I.8. **Estimation du soutien aux producteurs par produits 1986-88 et 2001-03**

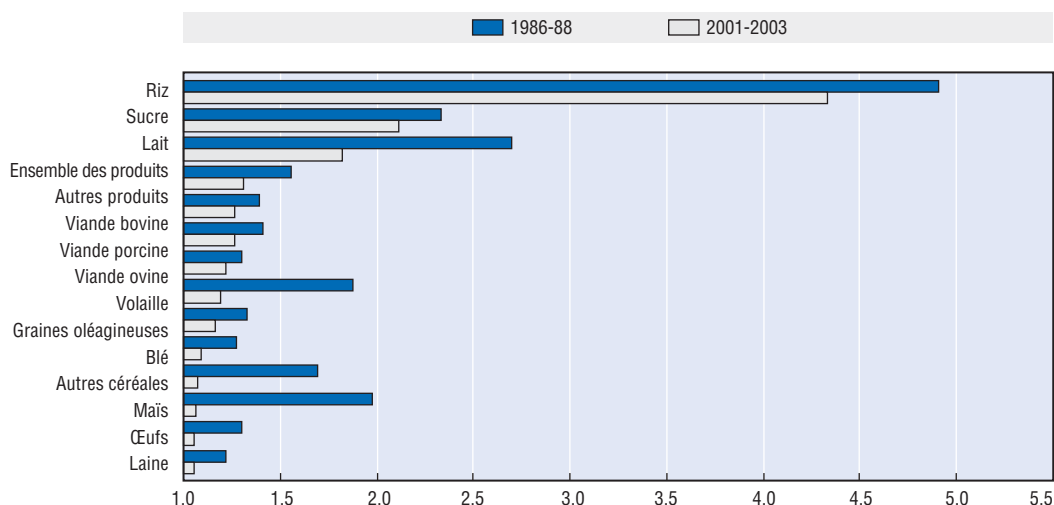
(Moyenne de la zone de l'OCDE en pourcentage de la valeur des recettes agricoles brutes)



Notes : Pour chaque produit, la première barre horizontale représente la période 1986-88, et la deuxième la période 2001-03. Les produits sont classés en fonction de leur niveau en 2001-03. Pour de plus amples détails, se reporter au tableau I.4.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Graphique I.9. Coefficient nominal de protection des producteurs par produits



Note : Les produits sont classés en fonction de leurs niveaux en 2001-03. Pour de plus amples détails, se reporter au tableau I.4.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

frontière, alors qu'ils ne l'étaient plus que de 7 % en 2001-03. De la même manière, le prix moyen versé aux producteurs de viande bovine était supérieur de 90 % au prix à la frontière en 1986-88, contre seulement 20 % en moyenne pour la période 2001-03.

Le sucre et le lait ont bénéficié de niveaux de soutien relativement élevés dans la plupart des pays de l'OCDE, à l'exception notable de l'**Australie** et de la **Nouvelle-Zélande**. Le riz, qui n'est produit que dans quelques pays de l'OCDE, reçoit un soutien élevé en **Corée**, aux **États-Unis** et au **Japon**. Comme l'aide à ces trois produits passe principalement par un soutien des prix, les niveaux correspondants de protection vis-à-vis du marché sont également les plus élevés. Les prix perçus par les producteurs et ceux payés par les consommateurs ont été, pour la période 2001-03, environ deux fois plus élevés en moyenne que les prix mondiaux dans le cas du sucre et du lait, et environ quatre fois plus élevés dans celui du riz. Les recettes agricoles provenant des ventes de sucre et de lait ont également représenté le double de ce qu'elles auraient été en l'absence de soutien, alors que celles obtenues dans le cas du riz étaient quatre fois et demi plus élevées.

Les écarts que présentent les niveaux de soutien et de protection des différents produits au sein du secteur agricole d'un même pays peuvent être une source importante de distorsion de l'allocation des ressources. En 1986-88, cette dispersion était maximale en **Corée** et au **Japon** et minimale en **Australie** (graphique I.10). La **Norvège** et la **Suisse**, ont un niveau de soutien élevé, mais qui est distribué de manière relativement égale entre les produits. La **Nouvelle-Zélande** avait un niveau de soutien faible en 1986-88, mais présentait des écarts relativement importants entre les niveaux de soutien aux différents produits. En 2001-03, la dispersion des niveaux de soutien s'était réduite dans tous les pays, sauf la **Corée**, le **Japon**, la **Hongrie**, l'**Islande** et l'**Union européenne** où elle a progressé, quoique le niveau de ces hausses ou baisses soit variable d'un pays à l'autre.

Tableau I.4. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par produit

		1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Blé	Mn USD	18 664	15 173	14 596	14 013	16 910
	Mn EUR	17 032	15 416	16 298	14 869	15 082
	ESP en pourcentage	47	37	37	36	37
	CNP des producteurs	1.69	1.07	1.06	1.06	1.10
	CNS aux producteurs	1.92	1.58	1.58	1.57	1.60
Maïs	Mn USD	12 693	9 694	10 690	9 175	9 217
	Mn EUR	11 633	9 964	11 936	9 735	8 221
	ESP en pourcentage	40	24	28	23	21
	CNP des producteurs	1.30	1.06	1.08	1.03	1.06
	CNS aux producteurs	1.67	1.32	1.39	1.31	1.27
Autres céréales	Mn USD	11 197	8 208	7 946	7 521	9 158
	Mn EUR	10 235	8 340	8 872	7 980	8 168
	ESP en pourcentage	52	41	40	41	41
	CNP des producteurs	1.97	1.07	1.07	1.06	1.07
	CNS aux producteurs	2.13	1.69	1.68	1.70	1.69
Riz	Mn USD	26 932	22 254	24 193	22 093	20 477
	Mn EUR	24 476	22 907	27 014	23 442	18 263
	ESP en pourcentage	81	78	81	78	74
	CNP des producteurs	4.91	4.33	4.96	4.36	3.68
	CNS aux producteurs	5.22	4.56	5.21	4.60	3.88
Graines oléagineuses	Mn USD	5 387	6 680	7 803	5 101	7 136
	Mn EUR	4 879	6 830	8 713	5 412	6 365
	ESP en pourcentage	27	24	30	19	22
	CNP des producteurs	1.27	1.09	1.22	1.03	1.03
	CNS aux producteurs	1.36	1.31	1.42	1.24	1.28
Sucre	Mn USD	5 777	6 127	4 974	6 313	7 093
	Mn EUR	5 257	6 193	5 555	6 698	6 326
	ESP en pourcentage	54	51	47	51	56
	CNP des producteurs	2.33	2.11	1.89	2.09	2.37
	CNS aux producteurs	2.19	2.06	1.89	2.04	2.26
Lait	Mn USD	48 107	43 393	41 328	41 454	47 396
	Mn EUR	43 935	44 135	46 147	43 986	42 273
	ESP en pourcentage	59	48	46	48	49
	CNP des producteurs	2.70	1.82	1.76	1.84	1.87
	CNS aux producteurs	2.47	1.91	1.85	1.94	1.96
Viande bovine	Mn USD	22 230	27 513	22 646	26 295	33 598
	Mn EUR	20 274	27 717	25 286	27 900	29 966
	ESP en pourcentage	32	33	30	34	35
	CNP des producteurs	1.41	1.26	1.23	1.28	1.28
	CNS aux producteurs	1.47	1.49	1.42	1.51	1.54
Viande ovine	Mn USD	4 677	3 842	3 583	2 820	5 122
	Mn EUR	4 207	3 854	4 001	2 992	4 568
	ESP en pourcentage	55	38	40	32	42
	CNP des producteurs	1.87	1.19	1.20	1.18	1.20
	CNS aux producteurs	2.23	1.62	1.66	1.47	1.74
Laine	Mn USD	287	113	85	126	128
	Mn EUR	261	114	95	134	114
	ESP en pourcentage	7	5	5	5	6
	CNP des producteurs	1.01	1.01	1.01	1.01	1.01
	CNS aux producteurs	1.07	1.06	1.05	1.06	1.06
Viande porcine	Mn USD	8 762	10 624	10 212	10 626	11 032
	Mn EUR	7 937	10 839	11 403	11 275	9 840
	ESP en pourcentage	18	21	19	23	21
	CNP des producteurs	1.30	1.22	1.19	1.25	1.23
	CNS aux producteurs	1.23	1.27	1.24	1.30	1.27

Tableau I.4. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par produit (suite)

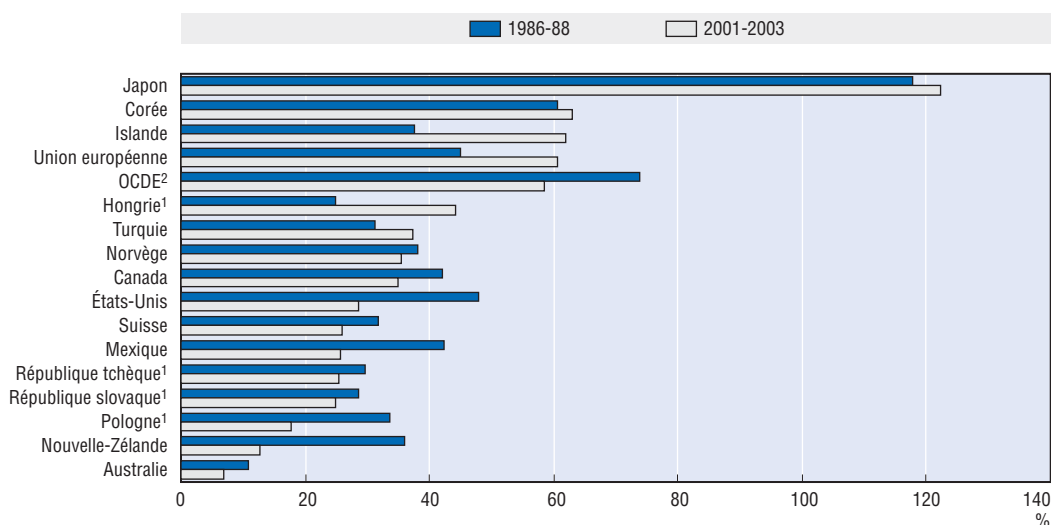
		1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Volaille	Mn USD	4 893	6 514	6 013	6 897	6 632
	Mn EUR	4 389	6 649	6 714	7 318	5 915
	ESP en pourcentage	20	17	15	19	17
	CNP des producteurs	1.33	1.17	1.14	1.19	1.18
	CNS aux producteurs	1.25	1.21	1.18	1.24	1.20
Œufs	Mn USD	2 638	1 377	1 563	1 437	1 132
	Mn EUR	2 399	1 426	1 745	1 524	1 009
	ESP en pourcentage	17	8	9	8	5
	CNP des producteurs	1.22	1.06	1.07	1.06	1.04
	CNS aux producteurs	1.20	1.08	1.10	1.09	1.06
Autres produits	Mn USD	68 833	76 800	72 323	75 820	82 256
	Mn EUR	62 508	78 190	80 756	80 450	73 364
	ESP en pourcentage	29	26	25	25	27
	CNP des producteurs	1.39	1.27	1.26	1.26	1.28
	CNS aux producteurs	1.41	1.35	1.33	1.34	1.36
Ensemble des produits	Mn USD	241 077	238 310	227 955	229 691	257 285
	Mn EUR	219 421	242 575	254 534	243 717	229 473
	ESP en pourcentage	37	31	31	31	32
	CNP des producteurs	1.56	1.31	1.31	1.31	1.31
	CNS aux producteurs	1.59	1.45	1.44	1.45	1.46

p : provisoire. CN : Coefficient nominal de protection. CNS: Coefficient nominal de soutien.

L'ESP pour « Autres produits » correspond à l'ESP pour l'ensemble des produits moins l'ESP pour les produits communs. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont comprises dans le total « ensemble des produits » pour toutes les années et dans le détail par produit à partir de 1995 (depuis leur adhésion à l'Union européenne).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Graphique I.10. Dispersion du soutien aux produits par pays
(En pourcentage de la valeur des recettes agricoles brutes)



Notes : La dispersion du soutien aux produits est donnée par le coefficient de variation des CNS aux producteurs, pondéré par la valeur de la production, et exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

1. Dans le cas de la Hongrie, du Mexique, de la Pologne, des Républiques tchèque et slovaque, la période 1986-88 correspond à la période 1991-93.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture progresse, mais demeure peu important par rapport au soutien aux producteurs

Alors que les transferts aux producteurs sont en baisse, on note un accroissement des transferts budgétaires en faveur des services d'intérêt général à l'agriculture, c'est-à-dire les transferts non perçus à titre individuel par les producteurs. Mesuré par l'ESSG en % [estimation du soutien aux services d'intérêt général], le montant de ces transferts au niveau de l'ensemble de la zone de l'OCDE est passé de 13 % de l'estimation du soutien total (EST) en 1986-88 à 18 % en 2001-03.

L'ESSG moyenne en pourcentage pour la période 2001-03 s'est établie à plus de 40 % pour l'**Australie** et la **Nouvelle-Zélande**, entre 20 et 30 % pour le **Canada**, les **États-Unis**, le **Japon** et la **Turquie**, et à moins de 15 % pour tous les autres pays (tableau I.5). Pour tous les pays à l'exception de la **Suisse** et de l'**Union européenne**, ce pourcentage est plus élevé qu'en 1986-88, tant en termes monétaires qu'en part de l'estimation du soutien total.

On observe plusieurs modifications notables de la composition du soutien pris en compte dans l'ESSG. C'est le soutien à la commercialisation et à la promotion qui a le plus progressé depuis le milieu des années 80, puisqu'il est passé de 31 % de l'ESSG totale en 1986-88 à 41 % en 2001-03. Cette forme de soutien a toujours été prédominante aux **États-Unis** et en **Turquie**, et elle l'est devenue également dans l'**Union européenne**. Les coûts associés au stockage public de produits agricoles, qui correspondent à 4 % de l'ESSG totale en 2001-03, représentent désormais un quart du niveau atteint en 1986-88 – en d'autres termes, l'évolution des politiques et des marchés a effectivement entraîné une baisse des stocks publics. Cette diminution des coûts budgétaires explique la réduction globale des dépenses de l'Union européenne consacrées aux services d'intérêt général.

Environ un tiers du soutien total pris en compte dans l'ESSG va aux infrastructures. Il est particulièrement important en **Corée** et au **Japon** et progresse dans les pays d'Europe centrale – **Hongrie**, **Pologne**, les **Républiques tchèque** et **slovaque**. Le soutien à la recherche et au développement, ainsi qu'à l'enseignement, est resté stable à 13 % de l'ESSG totale, mais il tourne autour de 50 % ou plus en **Australie**, en **Norvège** et en **Nouvelle-Zélande**. Alors que la part des services d'inspection dans l'ESSG totale est demeurée constante à près de 3 %, elle a augmenté dans un grand nombre de pays, ce qui reflète d'une part le renforcement de l'action publique en faveur de la sécurité des aliments et, d'autre part, rend compte des efforts déployés par les pays d'Europe centrale pour se conformer aux réglementations de l'**Union européenne**.

Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture ne dépend pas des décisions individuelles prises par les agriculteurs concernant la production ou l'utilisation de facteurs de production, ni n'influe directement sur les recettes agricoles. Les mesures destinées à assurer la santé des plantes, des animaux et des êtres humains bénéficient aux consommateurs comme aux producteurs. En conséquence, alors que les services d'intérêt général concernant le conseil, la formation, la recherche et le développement, et l'inspection peuvent améliorer la productivité à long terme ou accroître la capacité productive du secteur, les effets de distorsion de la production et des échanges sont généralement beaucoup plus faibles que pour d'autres formes de soutien.

Le soutien total à l'agriculture est en baisse

Pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, les transferts à l'agriculture, tels que mesurés par l'estimation du soutien total (EST), se sont élevés à 350 milliards d'USD (372 milliards

Tableau I.5. OCDE : Estimation du soutien aux services d'intérêt général par pays

		1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Australie	Mn USD	389	518	461	495	597
	Mn EUR	352	524	515	525	533
	En pourcentage de l'EST	23	41	40	40	40
Canada	Mn USD	1 464	1 635	1 437	1 641	1 828
	Mn EUR	1 328	1 659	1 605	1 741	1 630
	En pourcentage de l'EST	20	26	27	27	25
République tchèque¹	Mn USD	36	107	93	107	121
	Mn EUR	29	109	104	113	108
	En pourcentage de l'EST	3	10	10	10	10
Union européenne	Mn USD	10 693	9 301	8 254	8 800	10 848
	Mn EUR	9 677	9 410	9 216	9 338	9 675
	En pourcentage de l'EST	10	8	8	8	8
Hongrie¹	Mn USD	5	302	222	348	337
	Mn EUR	5	306	248	369	300
	En pourcentage de l'EST	1	16	16	16	17
Islande	Mn USD	23	15	14	14	17
	Mn EUR	20	15	16	15	15
	En pourcentage de l'EST	9	9	11	8	9
Japon	Mn USD	8 775	12 098	11 864	11 713	12 718
	Mn EUR	7 889	12 339	13 247	12 428	11 343
	En pourcentage de l'EST	15	22	21	21	22
Corée	Mn USD	1 069	2 847	2 567	2 796	3 177
	Mn EUR	954	2 889	2 867	2 967	2 833
	En pourcentage de l'EST	8	14	13	13	16
Mexique	Mn USD	680	651	722	629	601
	Mn EUR	637	670	806	667	536
	En pourcentage de l'EST	53	8	9	7	9
Nouvelle-Zélande	Mn USD	104	107	92	104	126
	Mn EUR	94	109	102	111	113
	En pourcentage de l'EST	17	50	75	46	40
Norvège	Mn USD	129	181	144	194	205
	Mn EUR	117	183	161	206	183
	En pourcentage de l'EST	4	6	6	7	6
Pologne¹	Mn USD	257	270	203	355	252
	Mn EUR	209	276	227	377	225
	En pourcentage de l'EST	14	13	8	15	17
République slovaque¹	Mn USD	72	57	35	62	74
	Mn EUR	58	57	40	66	66
	En pourcentage de l'EST	12	15	13	15	15
Suisse	Mn USD	438	349	323	335	391
	Mn EUR	396	355	360	355	349
	En pourcentage de l'EST	7	6	7	6	6
Turquie	Mn USD	308	2 251	3 159	2 526	1 069
	Mn EUR	276	2 387	3 527	2 680	953
	En pourcentage de l'EST	11	28	75	31	10
États-Unis	Mn USD	16 151	27 159	25 125	26 735	29 618
	Mn EUR	14 762	27 613	28 054	28 367	26 417
	En pourcentage de l'EST	23	29	25	29	31
OCDE	Mn USD	40 946	57 849	54 715	56 852	61 979
	Mn EUR	37 156	58 899	61 095	60 324	55 279
	En pourcentage de l'EST	13	18	18	18	18

p : provisoire. UE-12 en 1986-94 UE-15 à partir de 1995 inclut l'ex-RDA à partir de 1990.

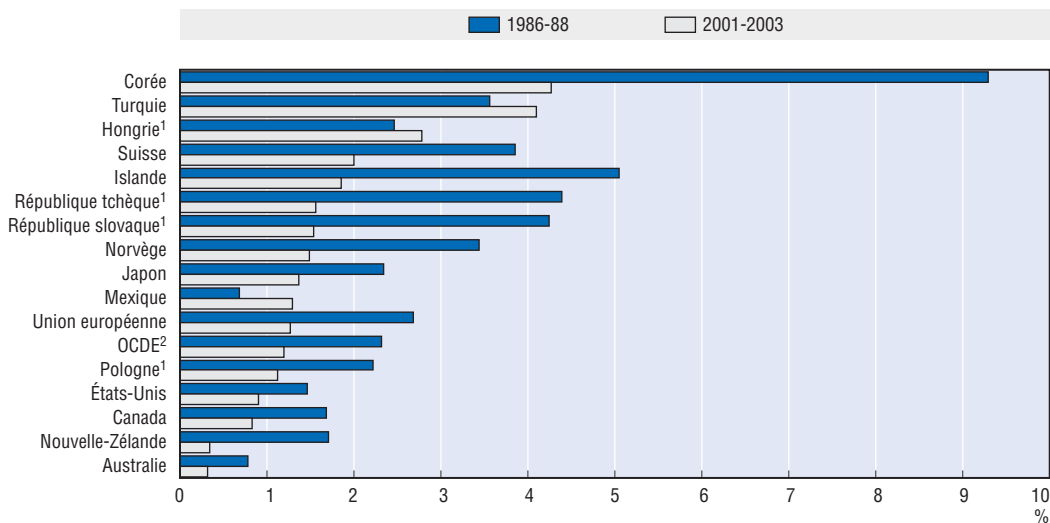
1. Pour la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque, les données de la première colonne se réfèrent à 1991-93.

L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux pour l'OCDE pour toutes les années et dans l'UE à partir de 1995.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Graphique I.11. **Estimation du soutien total par pays**

(En pourcentage du PIB)



Notes : Les pays sont classés en fonction de leur niveau pour la période 2001-03.

1. Pour la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et Slovaque, la période 1986-88 est remplacée par la période 1991-93.

2. Pour la période 1986-88, sont exclues la Hongrie, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

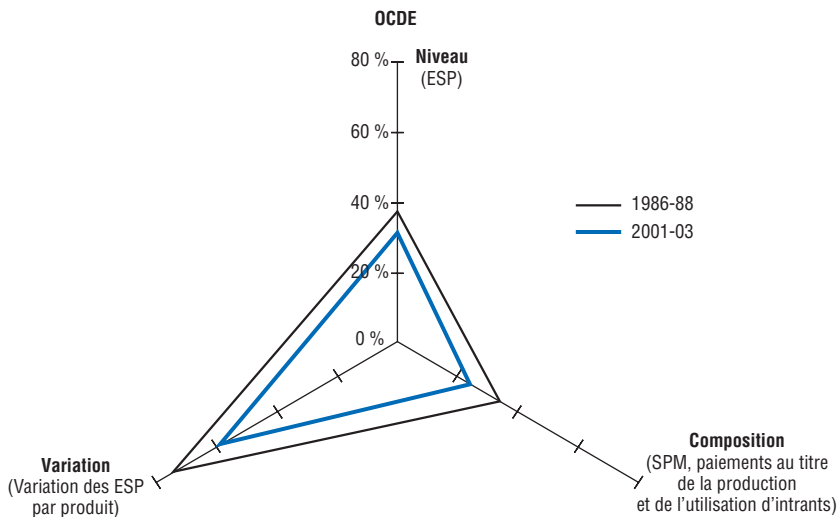
d'EUR) en 2003 (graphique I.11). La part du soutien total dans le PIB (EST en %), qui reste inchangée par rapport à 2002, se situe approximativement à 1,2 % du PIB, soit près de la moitié de la moyenne enregistrée pour la période 1986-88 (2,3 %). Le montant total du soutien masque néanmoins, d'une part, la baisse des transferts provenant des consommateurs, pour qui les prix des produits sont en moyenne plus faibles et, d'autre part, l'augmentation des transferts provenant des contribuables, témoignant ainsi de l'évolution globale de la composition du soutien.

En 2001-03, l'EST en pourcentage s'est située dans une fourchette comprise entre moins de 0,5 % pour l'**Australie** et la **Nouvelle-Zélande** à plus de 4 % pour la **Corée** et la **Turquie**. Si l'on considère l'ensemble des pays de l'OCDE, l'EST en pourcentage a reculé de près de 50 % ou plus depuis 1986-88, exception faite de la **Hongrie**, du **Mexique** et de la **Turquie**, où elle a augmenté. La combinaison de plusieurs facteurs, notamment la croissance générale du PIB, l'évolution de la part relative de l'agriculture dans le PIB et l'évolution de la valeur monétaire des transferts associés aux politiques agricoles, sont à l'origine des variations constatées.

Globalement, la réforme a marqué certains progrès...

L'évolution à la baisse de trois éléments de soutien aux producteurs permet de mettre en évidence les progrès accomplis pour atteindre l'objectif de réforme à long terme : le niveau du soutien, la part des formes de soutien faussant le plus la production et les échanges, et la dispersion des niveaux de soutien aux différents produits. Les tendances caractérisant ces trois éléments dans l'ensemble de la zone de l'OCDE montrent, malgré des variations interannuelles, que des progrès ont été réalisés sur la voie de la réforme (graphique I.12). On constate en effet une réduction du niveau du soutien, une

Graphique I.12. **Évolution du niveau, de la dispersion et de la composition du soutien dans les pays de l'OCDE**
(En pourcentage de la valeur des recettes agricoles brutes)



1. Le niveau du soutien est mesuré par l'ESP en pourcentage. La composition du soutien est donnée par la part du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et des paiements au titre des intrants dans les recettes agricoles brutes. La dispersion du soutien aux produits est mesurée par le coefficient de variation des CNS aux producteurs, pondéré par la valeur de la production.
2. Tous les axes sont à la même échelle que celle indiquée sur l'axe vertical.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

amélioration plus nette, quoique relativement minime, de la composition du soutien, et une diminution des écarts entre les niveaux de soutien des différents produits.

... mais ceux-ci demeurent très inégaux d'un pays à l'autre

Les estimations font apparaître la diversité des modes de soutien et de réforme dans les pays de l'OCDE à travers l'évolution du niveau, de la dispersion et de la composition du soutien entre 1986-88 (1991-93 pour la Hongrie, le Mexique, la Pologne, les Républiques tchèque et slovaque) et 2001-03 (chapitre 2). La réforme des politiques agricoles, c'est-à-dire la réduction des trois éléments de soutien mentionnés ci-dessus, a progressé dans les pays de l'OCDE situés en Océanie et en Amérique du Nord, ainsi que dans plusieurs pays européens, mais l'importance des progrès qui restent à réaliser varie considérablement.

- En **Australie**, les récentes réformes du secteur laitier ont contribué à réduire la dispersion du soutien aux différents produits.
- En **Nouvelle-Zélande**, le niveau du soutien a été sensiblement réduit, bien que la base initiale ait été relativement faible, et on constate également une réduction très nette des écarts entre les niveaux de soutien aux différents produits.
- Le **Canada** a progressé en matière de réduction du niveau et de l'utilisation des formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion, mais l'amélioration est moindre en ce qui concerne la réduction des écarts entre les niveaux de soutien aux différents produits, ce qui s'explique en particulier par le maintien d'un niveau relativement élevé de soutien au lait.

- Aux **États-Unis**, le niveau de soutien a relativement peu diminué et la composition du soutien n'a guère été améliorée, alors que la réduction de la dispersion des niveaux de soutien aux différents produits a nettement progressé, en particulier entre les produits céréaliers et les produits oléagineux.
- Le **Mexique** a réalisé des progrès en matière de réduction du niveau du soutien et d'amélioration de la composition du soutien, mais n'a que faiblement atténué les écarts entre les niveaux de soutien aux différents produits.
- La **Suisse** se distingue en ce sens qu'il s'agit d'un pays se caractérisant à la fois par un soutien élevé et l'évolution la plus importante. Bien que le niveau de soutien n'ait diminué que de façon minime, des améliorations sont constatées en matière de réduction des formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion, ainsi que des écarts entre les niveaux de soutien aux différents produits.
- La **Pologne**, les **Républiques tchèque**, et **slovaque** ont réduit leurs niveaux respectifs de soutien, de même que les formes de soutien faussant le plus la production et les échanges et la dispersion des niveaux de soutien aux différents produits.

Dans d'autres pays, la réforme a également progressé, mais jamais dans les trois domaines simultanément :

- Dans l'**Union européenne**, le niveau de soutien a relativement peu baissé, les progrès réalisés étant surtout dus à la réduction des formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion. Cependant, la dispersion des niveaux de soutien aux différents produits s'est accrue, les réductions ayant été plus fortes pour les céréales que pour d'autres produits, tels que les produits de l'élevage ou le sucre.
- La situation est analogue en **Islande**, où les écarts entre les niveaux de soutien se sont creusés sous l'effet de réformes relativement plus profondes des secteurs de la viande ovine, de la viande porcine et des œufs.
- En **Corée**, le nombre et l'importance des formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion sont en léger recul, alors que la dispersion des niveaux de soutien a légèrement augmenté.
- La **Norvège** a progressé en matière de réduction des formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion, mais n'a engagé aucune action concernant les deux autres éléments, quoique la dispersion des niveaux de soutien reste faible.

Enfin, dans plusieurs pays, aucune modification ou amélioration des trois éléments n'est observée :

- Au **Japon**, aucun changement n'est observé concernant la réduction du niveau de soutien ou des formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion, et les écarts entre les niveaux de soutien aux différents produits se sont accrus. Il est vrai que le soutien à certains produits, en particulier les graines oléagineuses, le sucre et la viande bovine, a diminué, mais il a augmenté pour la viande porcine et est resté inchangé pour le riz malgré la réduction des prix intérieurs.
- En **Turquie**, bien que l'importance des formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion n'ait pas varié, le niveau du soutien et la dispersion des niveaux de soutien aux différents produits ont augmenté.
- La **Hongrie** se distingue en ce qu'elle est le seul pays où les trois éléments de soutien se sont accrus par rapport à la période de référence, même si les valeurs initiales étaient peu élevées.

Il faut à l'évidence poursuivre les efforts de réforme des politiques agricoles

L'intervention des pouvoirs publics continue à être importante, ce qui entraîne des retombées importantes sur la production, les échanges et l'environnement. En dépit des quelques progrès réalisés depuis 1986-88, le niveau, la composition et la dispersion actuels des niveaux de soutien aux différents produits dans les pays de l'OCDE, ainsi que les distorsions découlant de ces politiques, doivent être davantage au cœur de la réflexion. Près des trois quarts du soutien total à l'agriculture continuent d'aller aux producteurs individuels. Le soutien aux producteurs représente encore un tiers environ des recettes agricoles, dont plus des trois quarts continuent de provenir des formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion. Par ailleurs, les écarts entre les niveaux de soutien aux différents produits demeurent considérables.

Les politiques de soutien des prix représentent toujours plus de 60 % du soutien aux producteurs. Cela peut pénaliser lourdement les ménages à faible revenu, pour lesquels la part de l'alimentation dans les dépenses totales est relativement plus importante. En outre, étant donné que l'essentiel du soutien octroyé aux producteurs demeure lié à la production ou aux intrants, une grande partie du soutien tombe dans l'escarcelle des grandes exploitations. Le soutien des prix peut accroître plutôt que réduire les disparités de revenu.

Un certain nombre de pays continuent de chercher unilatéralement à réformer leurs politiques agricoles. Les actions engagées constituent souvent un pas dans la bonne direction en ce qui concerne la réduction des distorsions des échanges et l'amélioration du ciblage des politiques sur des objectifs spécifiques, même si l'ampleur des réformes varie considérablement. Une conclusion heureuse des négociations commerciales actuellement menées au sein de l'OMC dans le cadre du Programme de Doha pour le développement dynamiserait le processus de réforme des politiques agricoles.

ANNEXE I.1

Principes d'action

En 1998, les Ministres de l'agriculture de l'OCDE ont adopté un ensemble de principes d'action, en s'appuyant sur les principes de la réforme des politiques agricoles convenus par les ministres de l'OCDE en 1987. Les textes des communiqués ministériels sont disponibles sur le site de l'OCDE (www.oecd.org/agr/policy, sous > Publications & Documents > Events/Conferences/Meetings > Les communiqués ministériels liés aux politiques agricoles). Ces principes font ressortir la nécessité de* :

- poursuivre la réforme des politiques agricoles conformément aux termes de l'article 20 de l'accord d'Uruguay sur l'agriculture et aux engagements d'entreprendre de plus amples négociations comme prévu dans le même article et de s'assurer que l'objectif à long terme de réforme des politiques intérieures et internationales permette que les signaux du marché exercent une plus grande influence ;
- aborder les problèmes des nouveaux obstacles aux échanges, des enjeux commerciaux naissants, et des règles de discipline en matière de restrictions à l'exportation et de crédits à l'exportation ;
- renforcer la sécurité alimentaire mondiale ;
- promouvoir des politiques novatrices permettant aux producteurs agricoles de s'adapter plus aisément aux conditions du marché ;
- faciliter l'amélioration des structures dans les secteurs agricole et agroalimentaire ;
- favoriser la contribution du secteur agroalimentaire à la viabilité de l'économie rurale ;
- prendre des dispositions pour assurer la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles en agriculture ;
- tenir compte des préoccupations des consommateurs ;
- encourager l'esprit d'innovation, l'efficacité économique et la durabilité des systèmes de production agroalimentaire ;
- préserver et renforcer le rôle multifonctionnel de l'agriculture.

* Le texte intégral des communiqués ministériels correspondants est disponible à l'adresse : www.oecd.org/agr/ministerial/commune.htm

ANNEXE I.2

Critères opérationnels

Les Ministres s'accordent également à estimer que les mesures devraient viser à satisfaire à un certain nombre de critères opérationnels qui s'appliqueraient au contexte tant national qu'international et qu'elles devraient être* :

- **transparentes** : permettant une identification facile des objectifs politiques, des coûts, des avantages et des bénéficiaires ;
- **ciblées** : centrées sur des résultats spécifiques et autant que possible découplées ;
- **adaptées** : fournissant des transferts pas plus importants qu'il ne faut pour obtenir des résultats clairement identifiés ;
- **flexibles** : reflétant la diversité des situations de l'agriculture, capables de répondre à l'évolution des objectifs et des priorités, et applicables pendant la période de temps nécessaire pour que l'objectif spécifique soit atteint ;
- **équitables** : tenant compte des effets de la répartition du soutien entre secteurs, agriculteurs et régions.

* Le texte intégral des communiqués ministériels correspondants est disponible à l'adresse : www.oecd.org/agr/ministerial/commune.htm

ANNEXE I.3

Définitions des indicateurs de soutien mis au point par l'OCDE

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des politiques de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. L'ESP exprimée en pourcentage mesure la fraction des transferts dans les recettes agricoles brutes.

Soutien des prix du marché (SPM) : indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures créant un écart entre le prix du marché intérieur et le prix à la frontière d'un produit agricole donné, mesuré au départ de l'exploitation.

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNPP) : mesure le rapport entre le prix moyen perçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), paiements au titre de la production courante (par tonne) inclus, et le prix à la frontière (au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNSp) : mesure le rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, soutien inclus, et la valeur des recettes agricoles brutes au prix à la frontière, soutien budgétaire exclu.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) : indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts, au départ de l'exploitation, aux (des) consommateurs de produits agricoles découlant des mesures de soutien à l'agriculture, indépendamment de leur nature, de leurs objectifs ou de leurs incidences sur la consommation de produits agricoles. Si l'ESC est négative, elle mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole, imposée par des majorations de prix et des taxes à la charge des consommateurs ou des subventions qui diminuent les prix à la consommation. L'ESC exprimée en pourcentage mesure la fraction que représente la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positive), imposée aux consommateurs par les politiques agricoles, dans les dépenses au départ de l'exploitation.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNPC) : mesure le rapport entre le prix moyen acquitté par le consommateur (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNSc) : mesure le rapport entre la valeur des dépenses de consommation consacrées aux denrées agricoles produites sur le

territoire national, soutien aux producteurs inclus, et la valeur de la consommation évaluée aux prix à la frontière, soutien aux consommateurs exclu.

Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts aux services d'intérêt général fournis à l'agriculture considérée collectivement, qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, de leurs objectifs et de leurs incidences sur la production et le revenu agricoles, ou la consommation de produits agricoles. L'ESSG exprimée en pourcentage mesure la fraction des transferts aux services d'intérêt général fournis à l'agriculture, tels que la recherche, la commercialisation et la promotion, et l'infrastructure, dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien total (EST) : indicateur de la valeur monétaire annuelle de tous les transferts bruts des contribuables et des consommateurs découlant des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, quels que soient leurs objectifs et leurs incidences sur la production et le revenu agricoles, ou sur la consommation de produits agricoles. L'EST exprimée en pourcentage mesure la totalité des transferts découlant de la politique agricole en tant que pourcentage du PIB.

Source : OCDE (2002), *Mesure du soutien à l'agriculture et méthode d'évaluation des politiques*. www.OECD.org/agr/policy

PART II

Pays individuels

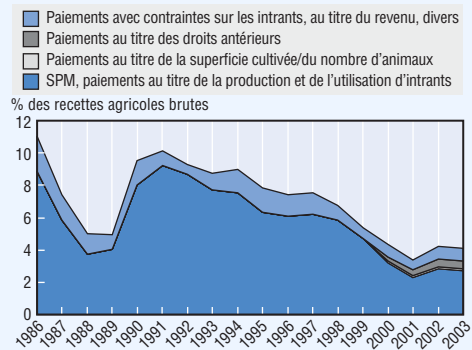
Cette partie du rapport fournit des informations détaillées sur l'évolution récente et à long terme du niveau, de la composition et de la variabilité du soutien accordé à l'agriculture dans chaque pays de l'OCDE. Elle fournit un instantané précis et cohérent du soutien accordé à l'agriculture dans les pays membres de l'OCDE et dans l'Union européenne dans son ensemble. La documentation présentée dans cette partie s'appuie sur une importante base de données, qui est disponible sur le site de l'OCDE (www.oecd.org/agr/policy/ sous rubrique > Statistics).

Australie

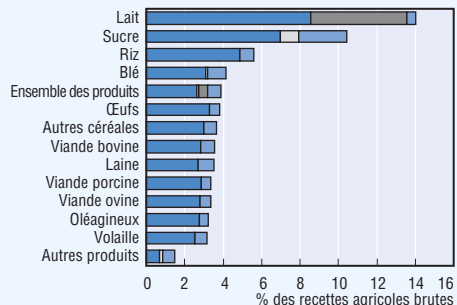
Le soutien à l'agriculture australienne se situe à l'avant-dernier rang des pays de l'OCDE. en 2003 l'ESP est demeuré stable à 4 % en dépit d'une légère augmentation des détaxes sur le gazole et des aides versées au titre du Programme de paiements de secours au titre de circonstances exceptionnelles. Différentes mesures fédérales concernant, par exemple, les systèmes de gestion environnementale et l'Initiative nationale en faveur de l'eau, ont été renforcées, afin d'encourager les agriculteurs à une plus grande autonomie et à une meilleure gestion des risques en période de sécheresse et d'inondation.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) est tombé de 8 % en 1986-88 à 4 % en 2001-03, tandis que la moyenne des pays de l'OCDE sur la même période était ramenée de 37 % à 31 %. Les produits bénéficiant du soutien le plus élevé sont le lait et le sucre, même si les montants correspondants sont très inférieurs à leur moyenne respective pour la zone de l'OCDE.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et des subventions aux intrants dans l'ESP a reculé de 79 % en 1986-88 à 67 % en 2001-03. L'essentiel de ce soutien est imputable aux détaxes sur le gazole, qui représentaient 35 % du soutien aux producteurs en 2001-03. Les prix intérieurs à la production, qui étaient supérieurs de 4 % aux prix mondiaux en 1986-88 contre 31 % pour la moyenne de la zone de l'OCDE, sont alignés depuis 2001 sur les prix mondiaux.
- La taxe implicite à la consommation découlant des politiques agricoles (ESC en %) a baissé, passant de 6 % en 1986-88 à 2 % en 2001-03, contre 24 % pour la moyenne des pays de l'OCDE.
- Les services d'intérêt général ont représenté 40 % du soutien total en 2001-03, part qui a pratiquement doublé depuis 1986-88 et qui est principalement imputable aux dépenses d'infrastructures, de recherche et de développement. L'EST, exprimée en pourcentage du PIB, est tombée de 0.8 % en 1986-88 à 0.3 % en 2001-03, soit le quart environ de la moyenne enregistrée pour les pays de l'OCDE.

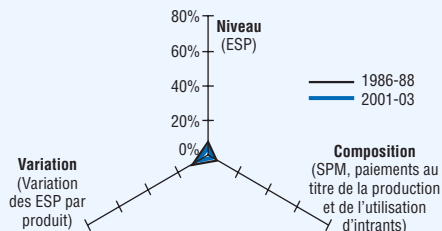
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, le secteur agricole australien subit depuis une quinzaine d'années une profonde réforme qui devrait entraîner la suppression effective des distorsions de la production et des échanges. Les performances agro-environnementales s'améliorent grâce à l'application d'instruments fondés sur le marché, tels que ceux prévus par le programme de réforme de l'eau.

Tableau II.1. **Australie : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de AUD)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	23 121	38 601	43 499	35 350	36 953
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>75</i>	<i>78</i>	<i>79</i>	<i>77</i>	<i>77</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	7 133	12 010	11 863	12 752	11 413
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	1 782	1 552	1 534	1 554	1 568
Soutien des prix du marché	820	6	7	4	6
<i>dont produits SPM</i>	<i>610</i>	<i>4</i>	<i>6</i>	<i>3</i>	<i>5</i>
Paielements au titre de la production	0	0	0	0	0
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	0	37	37	37	37
Paielements au titre des droits antérieurs	0	183	183	183	183
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	580	1 041	1 033	1 041	1 049
Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0	0	0
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	380	285	274	289	293
Paielements divers	1	0	0	0	0
ESP en pourcentage	8	4	3	4	4
CNP des producteurs	1.04	1.00	1.00	1.00	1.00
CNS aux producteurs	1.09	1.04	1.04	1.04	1.04
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	541	909	893	911	921
Recherche et développement	298	591	586	591	597
Établissements d'enseignement agricole	0	0	0	0	0
Services d'inspection	89	92	90	92	94
Infrastructures	65	201	194	204	206
Commercialisation et promotion	49	8	8	8	8
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	41	16	16	16	16
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	23.3	40.4	40.3	40.4	40.4
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-412	-215	-214	-216	-214
Transferts des consommateurs aux producteurs	-416	-3	-3	-4	-3
Autres transferts des consommateurs	0	-1	0	-2	0
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	-211	-211	-211	-211
Surcoût de l'alimentation animale	4	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-6	-2	-2	-2	-2
CNP des consommateurs	1.06	1.00	1.00	1.00	1.00
CNS aux consommateurs	1.06	1.02	1.02	1.02	1.02
Estimation du soutien total (EST)	2 323	2 249	2 216	2 254	2 278
Transferts des consommateurs	416	4	3	5	3
Transferts des contribuables	1 907	2 246	2 212	2 251	2 275
Recettes budgétaires	0	-1	0	-2	0
EST en pourcentage du PIB (%)	0.79	0.31	0.32	0.31	0.30
Déflateur du PIB 1995 = 100	77	116	113	116	119

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour l'Australie sont : le blé, les autres céréales, le riz, les graines oléagineuses, le sucre, le coton, le lait, la viande bovine, ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

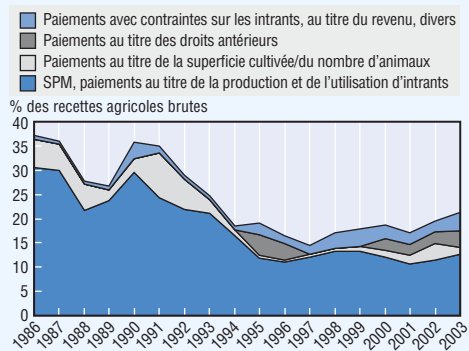
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Canada

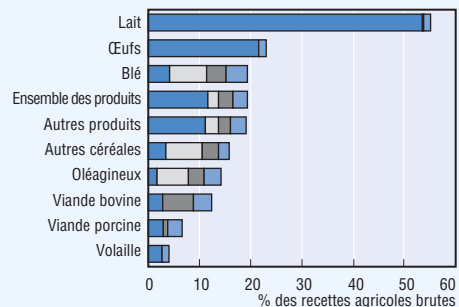
Le nouveau Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA), qui est une forme d'assurance de la marge brute, s'inscrit dans le Cadre stratégique pour l'agriculture (CFA). Des paiements exceptionnels ont été versés au secteur de la viande bovine pour compenser les pertes liées à l'ESB et à ; a sécheresse. Combinés aux paiements de transition versés au titre du CSA, les paiements supplémentaires ont représenté en 2003 un tiers de la composante budgétaire de l'ESP, laquelle s'est accrue de 10 % par rapport à son niveau de 2002.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) a reculé de 34 % en 1986-88 à 19 % en 2001-03, et il représente les deux tiers de la moyenne des pays de l'OCDE. Le secteur laitier continue de recevoir le niveau de soutien le plus élevé, mais récemment, les augmentations des paiements budgétaires (sécheresse, ESB) ont été affectées à d'autres secteurs.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et des paiements au titre de l'utilisation d'intrants dans l'ESP est tombée de 82 % en 1986-88 à 59 % en 2001-03. Les prix perçus par les agriculteurs, qui étaient supérieurs de 40 % à ceux observés sur le marché mondial en 1986-88, ne les dépassaient plus que de 13 % en 2001-03.
- La composition du soutien continue d'évoluer vers des formes ayant moins d'effets de distorsion, comme les paiements au titre des droits antérieurs ou du revenu agricole. La part de ces paiements dans l'ESP, qui se situe à 31 %, est l'une des plus élevées des pays de l'OCDE. L'ESC en % a reculé de 22 % en 1986-88 à 15 % en 2001-03.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture, qui représentait 20 % de l'EST en 1986-88, est passé à 26 % en 2001-03. Le soutien total à l'agriculture, exprimé en pourcentage du PIB, a été ramené de 1.7 % en 1986-88 à 0.8 % en 2001-03.

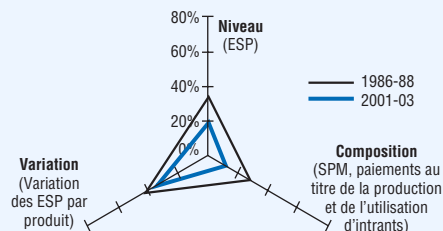
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



À l'exception des produits soumis à des mesures de maîtrise de l'offre, le soutien provient moins d'instruments faussant la production et les échanges et davantage d'autres solutions à la fois plus efficaces et ayant moins d'effets de distorsion. Alors que l'ESP en pourcentage demeure inférieure à la moyenne observée pendant la période 1986-88, les récentes augmentations des paiements ont porté le soutien à son plus haut niveau depuis 10 ans, soit 50 % au-dessus de sa valeur de 1997.

Tableau II.2. **Canada : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de CAD)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	18 420	32 595	32 563	32 600	32 621
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>82</i>	<i>76</i>	<i>78</i>	<i>75</i>	<i>74</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	15 363	24 395	23 418	24 020	25 745
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 482	7 002	6 115	7 087	7 803
Soutien des prix du marché	3 659	3 383	2 932	3 471	3 746
<i>dont produits SPM</i>	<i>3 013</i>	<i>2 553</i>	<i>2 278</i>	<i>2 592</i>	<i>2 788</i>
Paielements au titre de la production	1 262	337	364	229	418
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	1 247	788	671	1 216	477
Paielements au titre des droits antérieurs	0	989	810	844	1 314
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	1 160	484	483	479	489
Paielements avec contraintes sur les intrants	0	1	0	0	2
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	909	888	725	1 112
Paielements divers	153	111	-34	124	245
ESP en pourcentage	34	19	17	20	21
CNP des producteurs	1.40	1.13	1.11	1.13	1.15
CNS aux producteurs	1.51	1.24	1.21	1.24	1.27
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	1 920	2 455	2 225	2 576	2 564
Recherche et développement	332	447	442	405	493
Établissements d'enseignement agricole	277	248	247	301	195
Services d'inspection	327	591	518	614	640
Infrastructures	474	538	441	636	536
Commercialisation et promotion	510	632	578	619	700
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	20.3	25.9	26.7	26.7	24.5
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-3 303	-3 540	-3 080	-3 789	-3 750
Transferts des consommateurs aux producteurs	-3 614	-3 324	-2 931	-3 422	-3 620
Autres transferts des consommateurs	-41	-255	-149	-366	-248
Transferts des contribuables aux consommateurs	42	28	0	0	85
Surcoût de l'alimentation animale	310	11	0	0	32
ESC en pourcentage	-22	-15	-13	-16	-15
CNP des consommateurs	1.32	1.17	1.15	1.19	1.18
CNS aux consommateurs	1.28	1.17	1.15	1.19	1.17
Estimation du soutien total (EST)	9 444	9 485	8 340	9 663	10 452
Transferts des consommateurs	3 655	3 579	3 080	3 789	3 868
Transferts des contribuables	5 830	6 161	5 409	6 241	6 833
Recettes budgétaires	-41	-255	-149	-366	-248
EST en pourcentage du PIB (%)	1.68	0.82	0.75	0.84	0.86
Déflateur du PIB 1995 = 100	81	111	109	111	114

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, la viande bovine, le lait, la viande porcine, la volaille et les œufs.

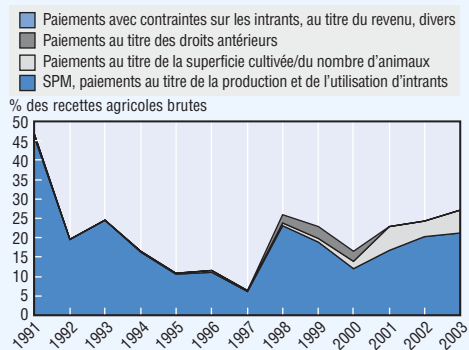
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

République Tchèque

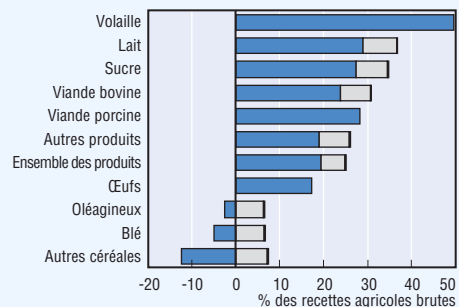
Aucune évolution notable des mesures appliquées en 2003 n'a été observée. Néanmoins, le montant des paiements versés dans le cadre de certains programmes a considérablement augmenté (paiements de mise hors production de terres, paiements directs pour le lait) et des paiements pour compenser des pertes dues à la sécheresse ont été accordés en 2003. D'autre part, les aides destinées à soutenir l'investissement dans le secteur agricole ont été réduites de moitié. L'ESP a enregistré une légère hausse par rapport à 2002, puisqu'elle s'est établie à 27 % en 2003.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) a chuté de 31 % en 1991-93 à 25 % en 2001-03, soit un niveau inférieur à la moyenne de l'OCDE. L'essentiel de ce soutien va aux produits de l'élevage et au sucre, les céréales et les oléagineux bénéficiant quant à eux d'un très faible soutien.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et de l'utilisation d'intrants dans l'ESP est tombée de 98 % en 1991-93 à 77 % en 2001-03. Les prix perçus par les agriculteurs, qui étaient supérieurs de 54 % à ceux du marché mondial en 1991-93, ne l'étaient plus que de 19 % en 2001-03. Pendant ces mêmes périodes, les consommateurs tchèques ont payé en moyenne des prix respectivement supérieurs de 49 % et 17 % aux prix mondiaux.
- Les paiements versés au titre de la superficie cultivée/du nombre d'animaux ont fait un bond, puisqu'ils se sont élevés à 22 % de l'ESP en 2001-03, contre 1 % en 1991-93. Les paiements avec contraintes sur les intrants et au titre du revenu total de l'exploitation restent marginaux.
- La part du soutien aux services d'intérêt général dans le soutien total octroyé à l'agriculture est passée de 3 % en 1991-93 à 10 % en 2001-03. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation des dépenses consacrées aux services d'inspection et aux infrastructures. Le soutien total à l'agriculture, exprimé en pourcentage du PIB, représentait 1.6 % en 2001-03, chiffre légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE.

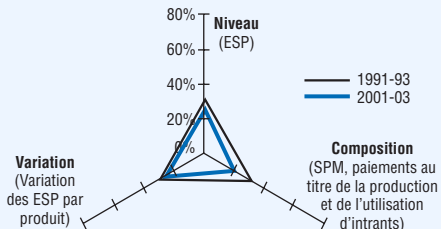
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, les toutes dernières évolutions des politiques agricoles indiquent que les grandes lignes d'action vers un soutien plus faible et une plus grande orientation par le marché sont abandonnées. Ces évolutions tiennent essentiellement à la mise en place de mesures analogues à celle de la PAC (paiements au titre du gel des terres, quotas de production pour le lait et le sucre) dans la perspective de l'adhésion à l'UE en 2004.

Tableau II.3. République tchèque : Estimation du soutien à l'agriculture
(Millions de CZK)

	1991-93	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	123 938	117 854	129 839	116 668	107 055
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>65</i>	<i>73</i>	<i>77</i>	<i>73</i>	<i>70</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	102 049	106 531	113 921	102 984	102 688
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	39 326	32 058	32 976	30 940	32 258
Soutien des prix du marché	36 476	21 099	19 622	21 803	21 874
<i>dont produits SPM</i>	<i>23 420</i>	<i>15 407</i>	<i>15 071</i>	<i>15 940</i>	<i>15 208</i>
Paievements au titre de la production	11	168	76	85	344
Paievements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	229	7 009	8 708	5 160	7 159
Paievements au titre des droits antérieurs	0	0	0	0	0
Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	2 255	3 482	4 275	3 582	2 589
Paievements avec contraintes sur les intrants	345	203	168	211	231
Paievements au titre du revenu global de l'exploitation	11	96	127	99	61
Paievements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	31	25	23	25	27
CNP des producteurs	1.54	1.19	1.15	1.21	1.22
CNS aux producteurs	1.49	1.33	1.30	1.33	1.38
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	1 042	3 496	3 554	3 489	3 445
Recherche et développement	458	975	991	937	998
Établissements d'enseignement agricole	493	1 263	1 285	1 258	1 245
Services d'inspection	80	430	277	467	545
Infrastructures	11	818	991	817	647
Commercialisation et promotion	0	10	10	10	10
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	2.6	9.8	9.7	10.1	9.6
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-27 908	-19 046	-19 092	-19 545	-18 503
Transferts des consommateurs aux producteurs	-30 151	-17 042	-16 631	-17 920	-16 576
Autres transferts des consommateurs	5	-145	-141	-355	62
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	52	30	62	63
Surcoût de l'alimentation animale	2 237	-1 911	-2 350	-1 331	-2 051
ESC en pourcentage	-28	-18	-17	-19	-18
CNP des consommateurs	1.49	1.19	1.17	1.22	1.19
CNS aux consommateurs	1.43	1.22	1.20	1.23	1.22
Estimation du soutien total (EST)	40 368	35 605	36 560	34 491	35 766
Transferts des consommateurs	30 146	17 187	16 772	18 276	16 514
Transferts des contribuables	10 217	18 563	19 929	16 570	19 190
Recettes budgétaires	5	-145	-141	-355	62
EST en pourcentage du PIB (%)	4.39	1.56	1.68	1.52	1.50
Déflateur du PIB 1995 = 100	82	147	144	148	151

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la République tchèque sont : le blé, les autres céréales, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

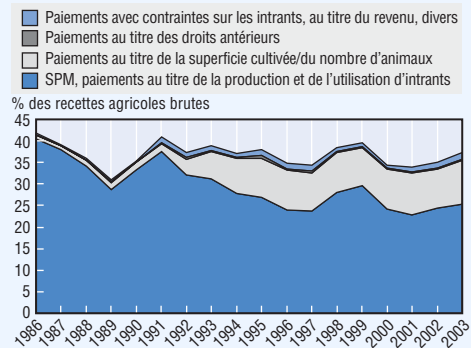
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Union Européenne

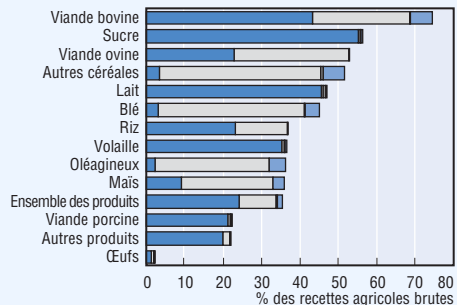
L'année 2003 a principalement été marquée par la réforme de la Politique agricole commune, dont la mise en œuvre débutera en 2004. Cette réforme se caractérise principalement par l'instauration d'un paiement unique fondé sur des valeurs de référence, qui remplace tout ou partie des paiements à la surface et par tête de bétail, ainsi que par le renforcement des mesures du Règlement de développement rural, notamment l'introduction d'un mécanisme de modulation. Les impacts de cette réforme sont examinés dans le rapport de l'OCDE intitulé *Analyse de la réforme de la PAC 2003*.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) est tombé de 39 % en 1986-88 à 35 % en 2001-03, contre 31 % en moyenne pour la zone de l'OCDE. En 2003, le soutien a atteint 37 %, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des prix à la frontière imputable à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar. La dispersion des niveaux de soutien aux différents produits a augmenté au cours de la période considérée, la fourchette allant de 15 à 75 %.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et au titre de l'utilisation d'intrants dans l'ESP a reculé de 96 % en 1986-88 à 69 % en 2001-03. Les prix perçus par les agriculteurs étaient supérieurs de 34 % à ceux du marché mondial en 2001-03, contre 72 % en 1986-88.
- Depuis 1986-88, de nombreuses mesures de soutien des prix ont été remplacées par des paiements au titre de la superficie cultivée et du nombre d'animaux, lesquels représentaient 28 % de l'ESP en 2001-03.
- Le coût imposé aux consommateurs, tel que mesuré par l'ESC en pourcentage, a été ramené de 40 % en 1986-88 à 28 % en 2001-03.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture ne représentait plus que 8.1 % du soutien total en 2001-03, contre 9.6 % en 1986-88. Le soutien total à l'agriculture, exprimé en pourcentage du PIB, s'est situé à 1.3 % en 2001-03, soit une diminution de moitié depuis 1986-88.

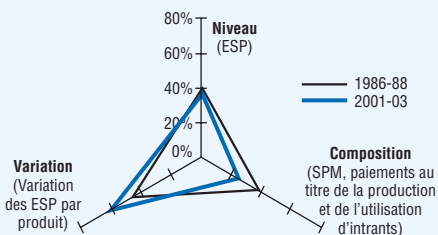
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, la réduction à long terme des formes de soutien et de protection faussant le plus les échanges continue d'aller dans le bon sens, mais d'importants secteurs demeurent protégés des marchés mondiaux et les niveaux de soutien restent élevés, ce qui contribue à déprimer les prix mondiaux. L'adoption d'un paiement unique devrait limiter encore davantage les effets de distorsion sur la production et les échanges.

Tableau II.4. **Union européenne : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de EUR)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	211 407	245 289	249 143	243 694	243 030
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>72</i>	<i>71</i>	<i>71</i>	<i>71</i>	<i>71</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	163 333	192 236	196 750	190 337	189 620
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	86 884	102 708	99 295	100 577	108 251
Soutien des prix du marché	74 751	58 311	55 150	58 231	61 552
<i>dont produits SPM</i>	<i>53 719</i>	<i>41 128</i>	<i>38 898</i>	<i>41 072</i>	<i>43 413</i>
Paievements au titre de la production	4 524	3 792	4 186	3 592	3 599
Paievements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	2 415	28 027	28 289	26 229	29 563
Paievements au titre des droits antérieurs	0	608	591	598	633
Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	4 525	7 908	7 663	7 725	8 335
Paievements avec contraintes sur les intrants	643	4 073	3 515	4 051	4 653
Paievements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0	0	0
Paievements divers	26	-11	-99	149	-84
ESP en pourcentage	39	35	34	35	37
CNP des producteurs	1.72	1.34	1.31	1.33	1.37
CNS aux producteurs	1.64	1.55	1.51	1.54	1.60
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	9 677	9 410	9 216	9 338	9 675
Recherche et développement	1 063	1 550	1 643	1 481	1 526
Établissements d'enseignement agricole	93	901	850	858	995
Services d'inspection	156	369	304	407	396
Infrastructures	1 122	1 973	1 925	1 926	2 066
Commercialisation et promotion	2 430	3 138	3 026	3 102	3 287
Stockage public	4 776	1 343	1 334	1 424	1 272
Divers	38	135	134	139	132
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	9.6	8.1	8.2	8.2	7.9
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-64 293	-51 904	-47 963	-52 299	-55 450
Transferts des consommateurs aux producteurs	-75 246	-55 537	-51 846	-55 373	-59 392
Autres transferts des consommateurs	-1 499	-698	-500	-581	-1 013
Transferts des contribuables aux consommateurs	4 387	3 762	3 676	3 645	3 963
Surcoût de l'alimentation animale	8 066	570	707	10	991
ESC en pourcentage	-40	-28	-25	-28	-30
CNP des consommateurs	1.90	1.42	1.36	1.42	1.47
CNS aux consommateurs	1.69	1.38	1.33	1.39	1.43
Estimation du soutien total (EST)	100 948	115 879	112 187	113 560	121 890
Transferts des consommateurs	76 745	56 235	52 346	55 954	60 405
Transferts des contribuables	25 702	60 342	60 341	58 187	62 498
Recettes budgétaires	-1 499	-698	-500	-581	-1 013
EST en pourcentage du PIB (%)	2.68	1.27	1.27	1.24	1.32
Déflateur du PIB 1995 = 100	74	113	111	113	116

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour l'UE sont : le blé, le maïs, les autres céréales, le riz, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, ovine, la viande porcine, la volaille, les œufs et les pommes de terre.

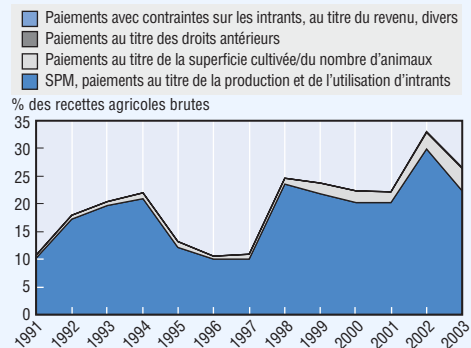
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Hongrie

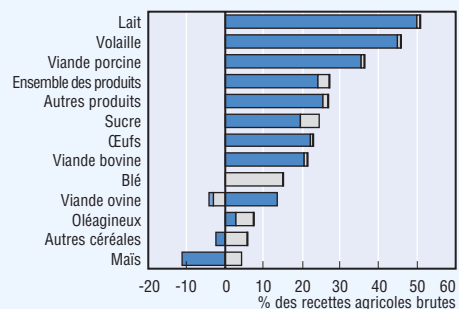
Les efforts d'alignement des politiques agricoles sur celles de l'Union européenne se sont accélérés en 2003, en particulier avec la mise en œuvre du SAPARD (Programme spécial d'adhésion pour l'agriculture et le développement rural) et la modification du dispositif de soutien en fonction des superficies cultivées et des effectifs de bétail. En 2003 l'ESP en pourcentage a diminué de sept points par rapport à 2002, ce qui était principalement dû à une réduction du soutien des prix et des paiements liés à l'utilisation des intrants.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) a augmenté, puisqu'il est passé de 16 % en 1991-93 à 27 % en 2001-03, mais il demeure inférieur à la moyenne de l'OCDE. Le soutien dont bénéficient les produits de l'élevage, en particulier les produits laitiers, la viande porcine et la viande de volaille, s'est accru. La taxe implicite acquittée par les consommateurs est passée de 12 % en 1991-93 à 20 % en 2001-03.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et de l'utilisation d'intrants dans le soutien total aux producteurs a reculé de 96 % en 1991-93 à 89 % en 2001-03. Les prix perçus par les agriculteurs ont été, en moyenne, supérieurs aux prix mondiaux de près de 17 % en 2001-03. Néanmoins, les prix payés aux producteurs sont plus faibles que les prix mondiaux pour la plupart des productions végétales.
- Les paiements au titre de l'utilisation d'intrants, qui englobent les crédits, les garanties de prêt, les aides financières et les allègements de la taxe sur le gazole, sont la forme de soutien la plus importante après le soutien des prix du marché, et représentent plus du tiers du soutien total. La part des paiements au titre de la superficie cultivée et du nombre d'animaux dans le soutien total a pratiquement triplé, puisqu'elle s'est établie à 11 % en 2001-03.
- Le soutien aux services d'intérêt général a fait un bond spectaculaire, passant de 0,7 % en 1991-93 à 16 % du soutien total à l'agriculture en 2001-03. Ce dernier, resté inférieur à 3 % du PIB, n'a pratiquement pas varié depuis 1991-93.

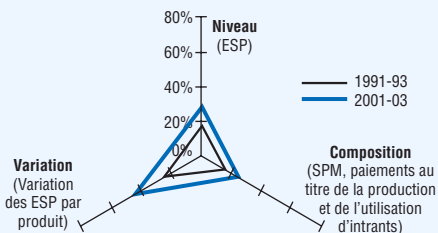
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, depuis la transition engagée au début des années 90, la Hongrie a eu tendance à adopter les mesures faussant le plus la production et les échanges. De plus, alors que le soutien aux producteurs est inférieur à la moyenne observée pour les pays de l'OCDE, son niveau et sa variabilité se sont accrus depuis 1991-93.

Tableau II.5. **Hongrie : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de HUF)

	1991-93	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	429 029	1 229 056	1 337 964	1 195 664	1 153 542
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>73</i>	<i>76</i>	<i>78</i>	<i>75</i>	<i>76</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	362 379	1 012 199	1 061 258	1 013 891	961 446
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	73 016	391 932	332 437	481 783	361 576
Soutien des prix du marché	54 960	180 904	167 977	218 712	156 023
<i>dont produits SPM</i>	<i>40 267</i>	<i>137 700</i>	<i>131 114</i>	<i>163 697</i>	<i>118 288</i>
Paielements au titre de la production	0	30 277	23 229	35 717	31 884
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	2 933	43 006	28 580	45 472	54 966
Paielements au titre des droits antérieurs	0	0	0	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	15 123	136 082	112 585	180 693	114 969
Paielements avec contraintes sur les intrants	0	1 663	66	1 189	3 734
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0	0	0
Paielements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	16	27	22	33	27
CNP des producteurs	1.15	1.17	1.10	1.19	1.21
CNS aux producteurs	1.20	1.38	1.28	1.49	1.36
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	500	76 387	63 556	89 559	76 046
Recherche et développement	0	6 750	7 679	5 567	7 005
Établissements d'enseignement agricole	500	6 134	4 936	6 330	7 135
Services d'inspection	0	13 970	8 219	14 441	19 249
Infrastructures	0	3 773	5 124	4 484	1 712
Commercialisation et promotion	0	5 651	5 156	5 822	5 974
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	40 109	32 442	52 914	34 971
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	0.7	16.3	16.0	15.7	17.4
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-42 753	-199 878	-222 445	-219 155	-158 032
Transferts des consommateurs aux producteurs	-44 075	-176 865	-180 750	-179 899	-169 945
Autres transferts des consommateurs	1 535	-1 266	606	-3 857	-546
Transferts des contribuables aux consommateurs	1 167	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	-1 379	-21 747	-42 301	-35 399	12 458
ESC en pourcentage	-12	-20	-21	-22	-16
CNP des consommateurs	1.14	1.21	1.20	1.22	1.22
CNS aux consommateurs	1.14	1.25	1.27	1.28	1.20
Estimation du soutien total (EST)	74 683	468 319	395 993	571 342	437 622
Transferts des consommateurs	42 540	178 130	180 144	183 756	170 491
Transferts des contribuables	30 608	291 454	215 243	391 443	267 677
Recettes budgétaires	1 535	-1 266	606	-3 857	-546
EST en pourcentage du PIB (%)	2.47	2.79	2.67	3.36	2.35
Déflateur du PIB 1995 = 100	67	229	209	232	246

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Hongrie sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, ovine, porcine, la volaille et les œufs.

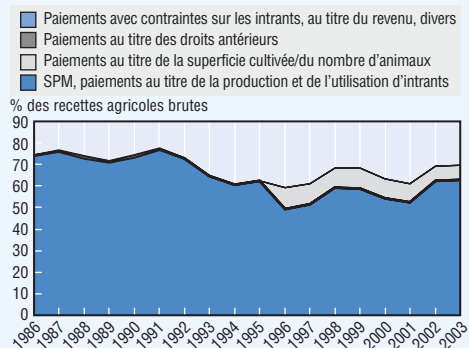
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Islande

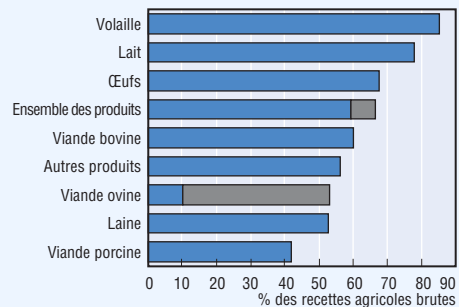
La politique de l'Islande n'a subi aucune modification notable en 2003. L'ESP en % est passée de 69 % en 2002 à 70 % en 2003. Bien qu'une série de réformes, telles que la suppression des prix administrés pour la viande de volaille, les œufs, la viande ovine et la laine, soit intervenue au cours des années 90, le niveau du soutien demeure élevé.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) est tombé de 75 % en 1986-88 à 67 % en 2001-03, même s'il demeure encore deux fois plus élevé que la moyenne des pays de l'OCDE. Le lait et la viande ovine, qui sont les principales productions, représentent l'essentiel de l'ESP totale, alors que dans le cas de l'ESP en pourcentage, la viande de volaille, le lait et les œufs enregistrent les niveaux les plus élevés.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et de l'utilisation d'intrants dans les recettes agricoles brutes a reculé de 74 % en 1986-88 à 59 % en 2001-03. Les prix perçus par les agriculteurs en 1986-88 ont dépassé de près de 390 % ceux du marché mondial. En 2001-03, cet écart était tombé à 270 %.
- Alors que dans les années 80, les paiements au titre des droits antérieurs n'existaient pas en Islande, ils ont atteint 1 276 millions d'ISK en 2003.
- Les transferts aux consommateurs, tels que mesurés par l'ESC en pourcentage, ont diminué, puisqu'ils sont passés de 68 % en 1986-88 à 51 % en 2001-03.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture est demeuré stable autour de 9 % du soutien total. Exprimé en part du PIB, le soutien total à l'agriculture a reculé de 5.1 % en 1986-88 à 1.8 % en 2001-03.

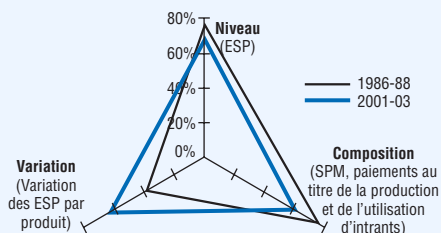
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, même si ces dernières années ont été marquées par des progrès, notamment la suppression des prix administrés et l'abandon progressif des mesures de soutien des prix du marché, le niveau du soutien aux agriculteurs islandais demeure parmi les plus élevés des pays de l'OCDE. Il est indispensable que l'Islande s'efforce davantage d'adopter une politique faussant moins la production et les échanges et de réduire le niveau du soutien accordé à son agriculture.

Tableau II.6. **Islande : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de ISK)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	9 644	13 303	12 040	14 068	13 802
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>80</i>	<i>77</i>	<i>75</i>	<i>79</i>	<i>78</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	8 750	13 057	12 643	13 634	12 892
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 979	12 741	10 918	13 788	13 519
Soutien des prix du marché	6 965	6 943	5 047	7 908	7 876
<i>dont produits SPM</i>	<i>5 592</i>	<i>5 397</i>	<i>3 793</i>	<i>6 227</i>	<i>6 170</i>
Paielements au titre de la production	113	3 303	3 229	3 324	3 358
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	48	0	0	0	0
Paielements au titre des droits antérieurs	0	1 373	1 520	1 323	1 276
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	853	1 122	1 122	1 234	1 009
Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0	0	0
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0	0	0
Paielements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	75	67	61	69	70
CNP des producteurs	3.89	2.67	2.21	2.86	2.94
CNS aux producteurs	3.99	3.03	2.56	3.24	3.28
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	935	1 322	1 375	1 265	1 327
Recherche et développement	93	209	200	217	209
Établissements d'enseignement agricole	149	529	562	469	557
Services d'inspection	39	121	121	123	121
Infrastructures	281	193	211	179	189
Commercialisation et promotion	10	18	27	27	2
Stockage public	359	244	244	244	244
Divers	5	8	11	7	6
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	8.8	9.2	11.0	8.3	8.8
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-4 823	-6 543	-5 294	-7 381	-6 954
Transferts des consommateurs aux producteurs	-6 432	-6 502	-5 107	-7 293	-7 105
Autres transferts des consommateurs	-96	-300	-432	-334	-135
Transferts des contribuables aux consommateurs	1 705	259	244	246	287
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-68	-51	-43	-55	-55
CNP des consommateurs	3.95	2.11	1.78	2.27	2.28
CNS aux consommateurs	3.23	2.07	1.75	2.23	2.23
Estimation du soutien total (EST)	10 619	14 323	12 537	15 299	15 132
Transferts des consommateurs	6 528	6 802	5 538	7 627	7 241
Transferts des contribuables	4 187	7 821	7 431	8 005	8 027
Recettes budgétaires	-96	-300	-432	-334	-135
EST en pourcentage du PIB (%)	5.05	1.84	1.67	1.96	1.89
Déflateur du PIB 1995 = 100	49	133	129	134	135

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour l'Islande sont : le lait, la viande bovine, ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

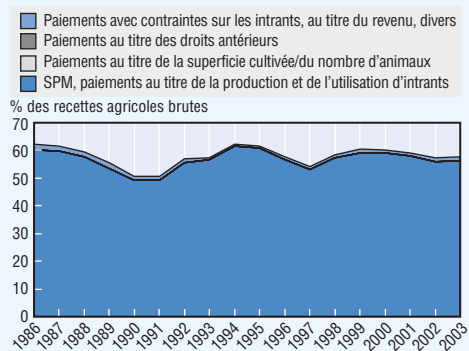
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Japon

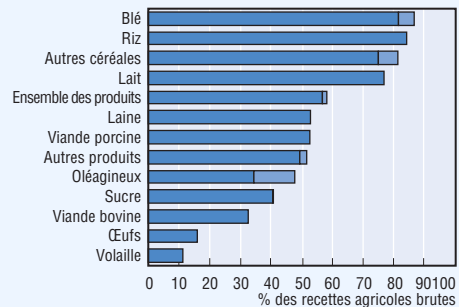
Les principales évolutions observées en 2003 concernent le riz. Un *Programme de réforme des politiques relatives au riz*, rendu public en décembre 2002, prévoit, entre autres, de réviser la réglementation relative à cet aliment de base, l'objectif étant de déréglementer la distribution du riz en 2003. Le niveau de soutien aux producteurs n'a quasiment pas varié par rapport à 2002.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) a reculé de 61 % en 1986-88 à 58 % en 2001-03, mais demeure près du double de la moyenne observée pour les pays de l'OCDE. Le soutien varie considérablement d'un produit à l'autre. Le riz, le blé, les autres céréales et le lait comptent parmi les produits les plus soutenus.
- La part globale du soutien des prix du marché et des paiements au titre de la production dans l'ESP, de l'ordre de 93 %, est demeurée stable entre 1986-88 et 2001-03. Les prix perçus par les agriculteurs en 1986-88 étaient supérieurs de près de 250 % à ceux du marché mondial, et de 230 % en 2001-03.
- La charge supportée par les consommateurs, telle que mesurée par l'ESC en pourcentage, est tombée de 57 % en 1986-88 à 52 % en 2001-03.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture est passé de 15 % à 21 % du soutien total entre 1986-88 et 2001-03. Le soutien total à l'agriculture est en baisse, puisqu'il s'est établi à 1.4 % du PIB en 2001-03 contre 2.3 % en 1986-88.

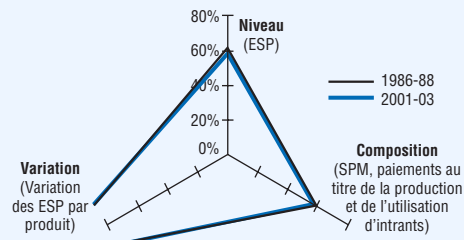
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, comme l'indique l'ESP en pourcentage, la réforme des politiques agricoles n'a guère avancé depuis le milieu des années 80. Alors que des mesures faussant moins la production et les échanges sont désormais appliquées à certains produits, davantage d'efforts sont nécessaires pour adopter des politiques ayant moins d'effets de distorsion sur la production et les échanges et pour réduire les niveaux de soutien.

Tableau II.7. **Japon : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Milliards de JPY)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	10 936	8 702	8 784	8 835	8 488
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>69</i>	<i>66</i>	<i>66</i>	<i>66</i>	<i>65</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	13 938	13 007	13 365	13 084	12 573
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 143	5 359	5 525	5 363	5 189
Soutien des prix du marché	6 396	4 824	4 966	4 831	4 674
<i>dont produits SPM</i>	<i>4 439</i>	<i>3 160</i>	<i>3 276</i>	<i>3 184</i>	<i>3 020</i>
Paiements au titre de la production	221	166	182	166	151
Paiements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	0	0	0	0	0
Paiements au titre des droits antérieurs	0	0	0	0	0
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	298	247	261	250	231
Paiements avec contraintes sur les intrants	228	122	117	117	134
Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0	0	0
Paiements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	61	58	59	57	58
CNP des producteurs	2.46	2.29	2.35	2.25	2.26
CNS aux producteurs	2.57	2.38	2.45	2.34	2.36
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	1 267	1 461	1 441	1 467	1 475
Recherche et développement	46	54	52	53	55
Établissements d'enseignement agricole	29	52	53	52	51
Services d'inspection	8	11	11	11	11
Infrastructures	1 008	1 074	1 123	1 073	1 027
Commercialisation et promotion	22	26	26	26	26
Stockage public	43	46	46	46	46
Divers	110	199	130	206	259
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	15.1	21.4	20.7	21.5	22.1
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-8 011	-6 732	-6 816	-6 700	-6 680
Transferts des consommateurs aux producteurs	-6 310	-4 823	-4 965	-4 831	-4 674
Autres transferts des consommateurs	-1 696	-1 917	-1 861	-1 877	-2 014
Transferts des contribuables aux consommateurs	-16	5	6	5	5
Surcoût de l'alimentation animale	11	3	3	3	3
ESC en pourcentage	-57	-52	-51	-51	-53
CNP des consommateurs	2.35	2.08	2.04	2.05	2.14
CNS aux consommateurs	2.35	2.08	2.04	2.05	2.13
Estimation du soutien total (EST)	8 395	6 826	6 973	6 835	6 669
Transferts des consommateurs	8 006	6 740	6 825	6 708	6 688
Transferts des contribuables	2 085	2 003	2 008	2 004	1 996
Recettes budgétaires	-1 696	-1 917	-1 861	-1 877	-2 014
EST en pourcentage du PIB (%)	2.34	1.36	1.37	1.37	1.33
Déflateur du PIB 1995 = 100	91	93	95	93	91

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour le Japon sont : le blé, les autres céréales, le riz, le sucre, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les œufs, pommes, choux, concombres, raisins, mandarines, poires, épinards, fraises et la ciboule.

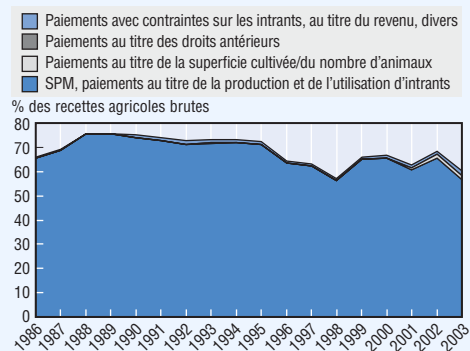
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Corée

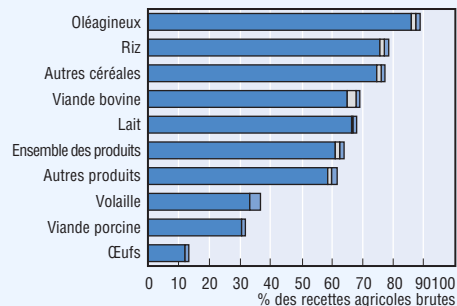
L'ESP de la Corée a reculé de 68 % à 60 % entre 2002 et 2003, ce qui s'explique essentiellement par la forte hausse des prix mondiaux d'un certain nombre de produits. Parallèlement, le budget consacré à l'agriculture a augmenté de 6.3 %. La réforme du régime de propriété des terres agricoles et du marché du riz se sont poursuivies. La Corée investit également dans l'amélioration des infrastructures de production. En 2003, une nouvelle réglementation est venue renforcer les mesures en faveur du développement rural.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %), qui s'élevait à 70 % en 1986-88, est tombé à 64 % en 2001-03, mais il demeure deux fois plus élevé que la moyenne de l'OCDE. Cette baisse est essentiellement imputable à la diminution progressive du soutien des prix. Le niveau de soutien varie sensiblement d'un produit à un autre, puisqu'il s'élève à 19 % pour les œufs, 74 % pour le riz et 89 % pour les oléagineux.
- La part du soutien des prix du marché, qui s'est établie à 93 % en 2001-03 contre 99 % en 1986-88, a régressé. Les prix perçus par les agriculteurs en 1986-88 étaient supérieurs de 236 % à ceux observés sur le marché mondial au cours de la même période. En 2001-03, cet écart s'était réduit à 167 %.
- Les paiements au titre de la superficie cultivée, de l'utilisation d'intrants et du revenu total de l'exploitation représentent aujourd'hui chacun 3 % de l'ESP. La quasi-totalité des paiements à la surface sont versés sous réserve du respect de pratiques ayant un faible impact sur l'environnement.
- La taxe supportée par les consommateurs, telle que mesurée par l'ESC en pourcentage, a reculé de 66 % en 1986-88 à 62 % en 2001-03. Les consommateurs continuent de payer en moyenne deux fois et demie le prix mondial des produits agricoles enregistré en 2001-03.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture a légèrement augmenté entre 1986-88 et 2001-03, puisqu'il est passé de 8 % à 14 % de l'EST. Le soutien total à l'agriculture s'élève à 4.3 % du PIB et a donc été divisé par deux depuis 1986-88.

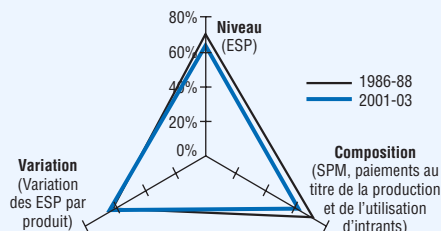
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, malgré les mesures de libéralisation du marché de la viande bovine et les initiatives visant à réduire le soutien direct des marchés, il est indispensable que la Corée poursuive sur cette voie afin de diminuer substantiellement le niveau du soutien et amorcer une évolution vers des formes de soutien faussant moins les échanges. Certaines des principales productions, notamment le riz, ne subissent toujours pas l'influence des signaux émanant des marchés internationaux, et ce sont les consommateurs qui supportent les coûts en découlant.

Tableau II.8. **Corée : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Milliards de KRW)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	13 624	32 091	32 447	32 147	31 678
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>72</i>	<i>62</i>	<i>65</i>	<i>61</i>	<i>59</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	14 367	40 076	37 703	41 571	40 955
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	9 675	21 465	21 162	22 990	20 242
Soutien des prix du marché	9 578	19 949	19 914	21 483	18 450
<i>dont produits SPM</i>	<i>6 881</i>	<i>12 312</i>	<i>12 976</i>	<i>13 105</i>	<i>10 856</i>
Paiements au titre de la production	0	0	0	0	0
Paiements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	0	424	260	458	555
Paiements au titre des droits antérieurs	0	0	0	0	0
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	69	564	538	621	534
Paiements avec contraintes sur les intrants	0	47	18	21	103
Paiements au titre du revenu global de l'exploitation	28	480	432	407	600
Paiements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	70	64	63	68	60
CNP des producteurs	3.36	2.67	2.59	3.01	2.39
CNS aux producteurs	3.42	2.79	2.69	3.16	2.53
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	845	3 530	3 313	3 498	3 779
Recherche et développement	52	362	272	420	393
Établissements d'enseignement agricole	5	51	48	51	54
Services d'inspection	21	123	117	120	131
Infrastructures	374	2 307	2 287	2 192	2 441
Commercialisation et promotion	0	33	31	40	29
Stockage public	394	654	557	676	730
Divers	0	0	0	0	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	8.0	14.0	13.5	13.2	15.5
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-9 452	-24 635	-22 351	-27 655	-23 898
Transferts des consommateurs aux producteurs	-9 331	-19 624	-19 040	-21 483	-18 349
Autres transferts des consommateurs	-181	-5 185	-3 440	-6 285	-5 832
Transferts des contribuables aux consommateurs	59	175	129	112	283
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-66	-62	-59	-67	-59
CNP des consommateurs	2.95	2.64	2.48	3.01	2.44
CNS aux consommateurs	2.94	2.63	2.47	3.00	2.42
Estimation du soutien total (EST)	10 579	25 169	24 604	26 600	24 304
Transferts des consommateurs	9 512	24 809	22 479	27 767	24 181
Transferts des contribuables	1 248	5 545	5 564	5 117	5 955
Recettes budgétaires	-181	-5 185	-3 440	-6 285	-5 832
EST en pourcentage du PIB (%)	9.30	4.27	4.46	4.46	3.92
Déflateur du PIB 1995 = 100	54	114	112	114	115

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Corée sont : les autres céréales, l'ail, le chou chinois, le riz, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

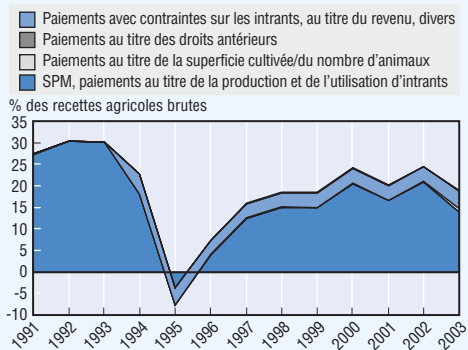
Mexique

L'ESP en % s'est élevé à 19 % en 2003, contre 25 % en 2002. Les principales évolutions ont concerné le soutien des prix du marché, qui a reculé de 38 % sous l'effet d'une dépréciation de 10 % du peso. Les paiements au titre de la production – qui, pour la première fois, sont explicitement contracycliques et correspondent à un prix indicatif pour les productions végétales – sont demeurés relativement stables, tandis que les paiements PROCAMPO versés au titre des droits antérieurs ont augmenté de 20 %. Un nouveau programme (PROGAN) prévoit le versement d'un paiement par tête de bétail bovin sous réserve du respect de critères de traçabilité.

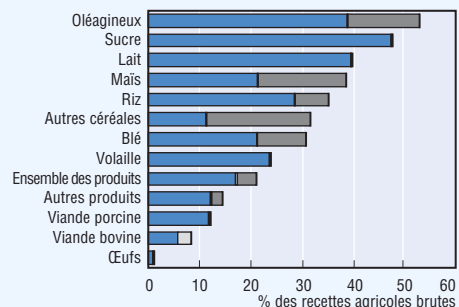
- Le soutien aux producteurs (ESP en %) s'est élevé à 21 % en 2001-03, contre 0 % en 1986-88 et 29 % au cours de la période 1991-93, où la monnaie était plus stable. Ce pourcentage est toutefois inférieur à la moyenne de l'OCDE, qui s'est établie à 31 % en 2001-03. Les produits bénéficiant du niveau de soutien le plus élevé sont le sucre, le lait et le maïs (40 % ou plus), tandis que toutes les viandes reçoivent des niveaux de soutien plus faibles.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et de l'utilisation d'intrants dans l'ESP, qui était de 100 % au cours des dix dernières années, a reculé à 80 % en 2001-03. Les prix perçus par les agriculteurs en 2001-03 étaient supérieurs de 20 % aux prix mondiaux.
- Les paiements au titre des droits antérieurs ont connu une hausse significative imputable à la progression des paiements PROCAMPO depuis 1994. Ces derniers ont représenté jusqu'à 17 % de l'ESP totale en 2001-03.
- L'ESC en pourcentage indique que les consommateurs ont supporté une taxe de 18 % en 2001-03, contre 25 % en 1991-93.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture a légèrement reculé, passant de 10 % de l'EST en 1991-93 à 8 % en 2001-03. Le soutien total à l'agriculture, exprimé en pourcentage du PIB, est tombé de 3.1 % en 1991-93 à 1.3 % en 2001-03, et avoisine donc la moyenne de la zone de l'OCDE.

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)

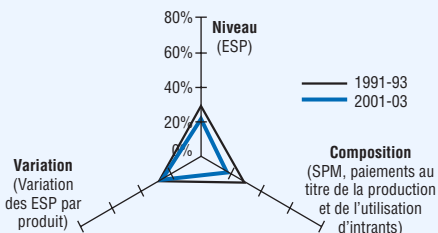
Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



L'agriculture mexicaine se caractérise par des niveaux de soutien relativement faibles, qui ont été réduits au cours des dix dernières années dans le cadre des accords de libéralisation des échanges, principalement l'AAU et l'ALENA. Le soutien passe également par des formes ayant des effets de distorsion moindres, comme les droits antérieurs. La dispersion des niveaux de soutien aux différents produits est demeurée stable au cours de la décennie passée.

Tableau II.9. **Mexique : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de MXN)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	23 249	315 135	305 838	323 668	315 901
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>75</i>	<i>67</i>	<i>66</i>	<i>65</i>	<i>69</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	21 915	310 151	297 922	315 771	316 760
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	-345	72 005	66 773	84 872	64 370
Soutien des prix du marché	-2 421	47 819	42 191	62 677	38 590
<i>dont produits SPM</i>	<i>-1 793</i>	<i>31 759</i>	<i>28 012</i>	<i>40 710</i>	<i>26 557</i>
Paielements au titre de la production	2	3 570	4 196	3 270	3 243
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	1	1 267	566	667	2 569
Paielements au titre des droits antérieurs	0	12 349	11 005	11 851	14 191
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	2 073	6 556	8 219	5 872	5 576
Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0	0	0
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	444	597	536	200
Paielements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	0	21	20	25	19
CNP des producteurs	0.92	1.20	1.18	1.27	1.15
CNS aux producteurs	1.00	1.27	1.25	1.33	1.23
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	848	6 426	6 742	6 077	6 458
Recherche et développement	77	1 301	1 272	1 373	1 260
Établissements d'enseignement agricole	125	1 737	1 689	1 735	1 787
Services d'inspection	0	984	914	1 158	880
Infrastructures	223	1 396	2 122	785	1 282
Commercialisation et promotion	18	908	703	864	1 157
Stockage public	400	0	0	0	0
Divers	6	100	44	161	94
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	53.4	8.1	9.0	6.6	9.1
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	3 308	-55 354	-48 399	-71 192	-46 472
Transferts des consommateurs aux producteurs	2 174	-49 146	-42 474	-65 773	-39 191
Autres transferts des consommateurs	-114	-8 074	-7 847	-8 274	-8 102
Transferts des contribuables aux consommateurs	1 087	890	1 388	925	357
Surcoût de l'alimentation animale	161	976	535	1 930	464
ESC en pourcentage	16	-18	-16	-23	-15
CNP des consommateurs	0.92	1.23	1.20	1.31	1.18
CNS aux consommateurs	0.86	1.22	1.20	1.29	1.17
Estimation du soutien total (EST)	1 589	79 320	74 903	91 874	71 185
Transferts des consommateurs	-2 060	57 221	50 321	74 047	47 294
Transferts des contribuables	3 763	30 174	32 429	26 100	31 993
Recettes budgétaires	-114	-8 074	-7 847	-8 274	-8 102
EST en pourcentage du PIB (%)	0.68	1.28	1.28	1.49	1.08
Déflateur du PIB 1995 = 100	15	256	244	255	269

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour le Mexique sont : le blé, le maïs, les autres céréales, le café, les haricots, les tomates, le riz, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

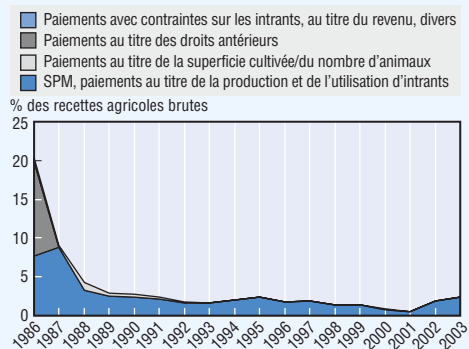
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Nouvelle-Zélande

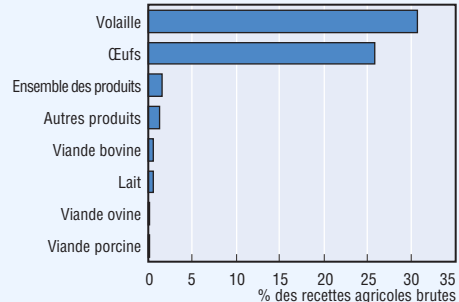
en 2003, la Nouvelle-Zélande a poursuivi la réforme des offices de commercialisation et l'aménagement de ses politiques de biosécurité et de l'environnement. Le niveau de soutien à agriculture demeure le plus bas de l'OCDE depuis les réformes agricoles du milieu des années 80. L'ESP en pourcentage s'est élevé à 2 % en 2003. Les programmes récemment mis en place concernent l'agriculture biologique, le développement durable et la réglementation des contrôles de organismes génétiquement modifiés.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) est en forte baisse, puisqu'il est passé de 11 % en 1986-88 à 2 % en 2001-03. Le niveau de soutien accordé est très faible quel que soit le produit considéré. Le soutien des prix, qui passe par des mesures à la frontière, n'intervient que pour la viande de volaille et les œufs.
- La part des paiements au titre de l'utilisation d'intrants, qui est la seule catégorie de mesures donnant lieu à un soutien aux producteurs, est tombée de 39 % de l'ESP en 1986-88 à 27 % en 2001-03. Les prix perçus par les agriculteurs continuent d'être les mêmes que sur le marché mondial depuis 1988.
- L'essentiel du soutien à l'agriculture consiste en paiements au titre des services d'intérêt général et va principalement à la recherche fondamentale et à la lutte contre les ravageurs et maladies.
- Les prix à la consommation sont légèrement supérieurs aux prix mondiaux tels que mesurés par l'ESC en %, qui s'est établie à 5 % en 2001-03 (contre 9 % en 1986-88).
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture, exprimé en part du soutien total, a triplé entre 1986-88 et 2001-03, passant de 17 % à 49 %. A 0.4 %, ce qui correspond au quart de la part qu'il représentait en 1986-88, le soutien total à l'agriculture, exprimé en pourcentage du PIB, est le plus faible de tous les pays de l'OCDE.

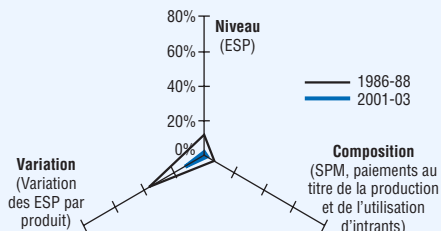
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, l'agriculture de la Nouvelle-Zélande tient compte des mécanismes du marché, et les prix intérieurs des produits agricoles sont alignés sur les prix mondiaux. La Nouvelle-Zélande a atteint l'objectif de long terme consistant à réduire le soutien octroyé à l'agriculture et à supprimer les distorsions sur les marchés.

Tableau II.10. **Nouvelle-Zélande : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de NZD)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	6 860	14 476	15 815	14 383	13 229
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>72</i>	<i>74</i>	<i>74</i>	<i>74</i>	<i>73</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	1 671	3 121	3 263	3 165	2 936
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	852	221	73	265	325
Soutien des prix du marché	158	174	23	221	279
<i>dont produits SPM</i>	<i>114</i>	<i>128</i>	<i>17</i>	<i>163</i>	<i>202</i>
Paielements au titre de la production	3	0	0	0	0
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	0	0	0	0	0
Paielements au titre des droits antérieurs	315	0	0	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	334	47	50	44	46
Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0	0	0
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	42	0	0	0	0
Paielements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	11	2	0	2	2
CNP des producteurs	1.02	1.01	1.00	1.02	1.02
CNS aux producteurs	1.13	1.02	1.00	1.02	1.03
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	177	220	218	226	217
Recherche et développement	77	114	123	122	98
Établissements d'enseignement agricole	0	12	10	11	16
Services d'inspection	54	66	57	66	75
Infrastructures	47	27	27	26	28
Commercialisation et promotion	0	0	0	0	0
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	1	1	1	0
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	17.2	49.9	75.0	46.0	40.1
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-156	-162	-24	-204	-259
Transferts des consommateurs aux producteurs	-152	-162	-24	-204	-259
Autres transferts des consommateurs	-4	0	0	0	0
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-9	-5	-1	-6	-9
CNP des consommateurs	1.10	1.06	1.01	1.07	1.10
CNS aux consommateurs	1.10	1.06	1.01	1.07	1.10
Estimation du soutien total (EST)	1 029	441	291	491	542
Transferts des consommateurs	156	162	24	204	259
Transferts des contribuables	877	279	267	287	283
Recettes budgétaires	-4	0	0	0	0
EST en pourcentage du PIB (%)	1.71	0.35	0.24	0.39	0.42
Déflateur du PIB 1995 = 100	78	112	112	112	113

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Nouvelle Zélande sont : le blé, le maïs, les autres céréales, le lait, la viande bovine, ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

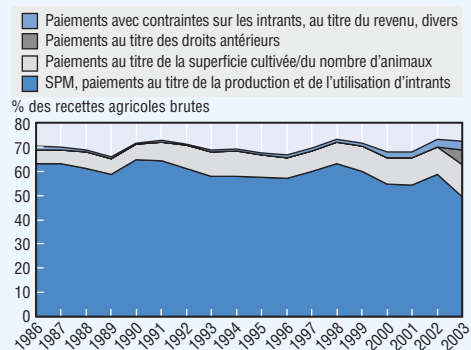
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Norvège

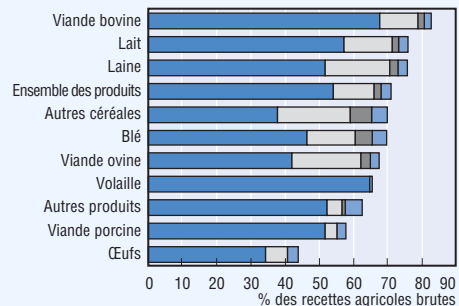
La principale évolution observée en 2003 est la mise en place d'un paiement forfaitaire de 2 000 NOK (280 USD) par hectare, qui est versé à tous les agriculteurs afin de les aider à entretenir les paysages. Une plus grande souplesse a été accordée pour les échanges sur le marché des quotas laitiers, et le quota maximum par exploitation a été revu à la hausse. L'Agence norvégienne de sécurité des aliments, qui a vu le jour le 1^{er} janvier 2004, est désormais le seul organisme chargé des questions relatives à la santé, à la qualité et aux autres aspects concernant la consommation.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) n'a guère varié entre 1986-88 et 2001-03 et se situe autour de 70 %. Ce pourcentage est toutefois deux fois plus élevé que la moyenne de l'OCDE. Le soutien est très élevé quels que soient les produits considérés.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et de l'utilisation d'intrants, qui atteignait près de 90 % du soutien aux producteurs en 1986-88, est tombée à 76 % en 2001-03. Les prix perçus par les agriculteurs en 2001-03 étaient environ trois fois plus élevés que ceux du marché mondial, alors qu'ils étaient quatre fois plus élevés que ces derniers en 1986-88.
- Les réductions des formes de soutien ayant le plus d'effets de distorsion ont été compensées, au niveau des recettes agricoles, par l'accroissement des paiements à la surface/par tête de bétail et, plus récemment, des paiements au titre du revenu total de l'exploitation, et des droits antérieurs.
- Les coûts supportés par les consommateurs, tels que mesurés par l'ESC en %, sont eux aussi demeurés relativement constants, même si l'on observe une certaine diminution des prix élevés et une réduction des subventions à la consommation.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture a progressé entre 1986-88 et 2001-03, puisqu'il est passé de 4 % à 6 % du soutien total à l'agriculture. Celui-ci ne représente plus que 1.5 % du PIB, contre 3.5 % en 1986-88.

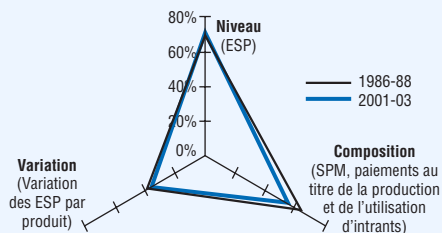
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



La réduction des formes de soutien faussant le plus la production et les échanges a marqué des progrès, et l'aide commence à être davantage ciblée, et la dispersion des niveaux de soutien aux différents produits est faible. Toutefois, le niveau global de soutien demeure très élevé, et la part des formes de soutien ayant les effets de distorsion les plus grands reste importante. La Norvège doit continuer de réduire l'un comme l'autre afin d'atteindre les objectifs de réforme à long terme.

Tableau II.11. **Norvège : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de NOK)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	17 354	17 843	17 656	17 648	18 226
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>73</i>	<i>81</i>	<i>80</i>	<i>82</i>	<i>81</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	17 899	17 692	17 427	17 513	18 134
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	18 925	20 741	19 590	21 412	21 221
Soutien des prix du marché	9 073	9 438	8 399	9 774	10 140
<i>dont produits SPM</i>	<i>6 649</i>	<i>7 638</i>	<i>6 713</i>	<i>7 982</i>	<i>8 221</i>
Paielements au titre de la production	4 554	2 442	2 830	3 012	1 483
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	1 645	3 473	3 215	3 313	3 891
Paielements au titre des droits antérieurs	0	579	0	0	1 738
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	3 346	3 911	4 429	4 391	2 915
Paielements avec contraintes sur les intrants	308	368	233	408	462
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	530	484	513	592
Paielements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	70	71	68	73	72
CNP des producteurs	3.97	2.82	2.55	3.08	2.83
CNS aux producteurs	3.29	3.49	3.12	3.72	3.62
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	885	1 436	1 296	1 548	1 465
Recherche et développement	472	688	649	700	715
Établissements d'enseignement agricole	0	0	0	0	0
Services d'inspection	33	273	244	261	312
Infrastructures	133	210	104	338	188
Commercialisation et promotion	247	114	127	104	110
Stockage public	0	14	16	11	13
Divers	0	139	155	135	127
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	4.1	6.3	6.0	6.6	6.3
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-9 004	-9 209	-8 164	-9 590	-9 872
Transferts des consommateurs aux producteurs	-11 234	-10 217	-9 176	-10 569	-10 907
Autres transferts des consommateurs	-969	-420	-445	-409	-407
Transferts des contribuables aux consommateurs	1 522	520	558	483	518
Surcoût de l'alimentation animale	1 677	909	899	905	924
ESC en pourcentage	-55	-54	-48	-56	-56
CNP des consommateurs	3.17	2.52	2.23	2.68	2.66
CNS aux consommateurs	2.23	2.17	1.94	2.29	2.27
Estimation du soutien total (EST)	21 333	22 697	21 443	23 443	23 204
Transferts des consommateurs	12 203	10 638	9 621	10 978	11 314
Transferts des contribuables	10 099	12 479	12 268	12 874	12 297
Recettes budgétaires	-969	-420	-445	-409	-407
EST en pourcentage du PIB (%)	3.44	1.48	1.40	1.54	1.49
Déflateur du PIB 1995 = 100	81	134	134	132	135

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Norvège sont : le blé, les autres céréales, le lait, la viande bovine, ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

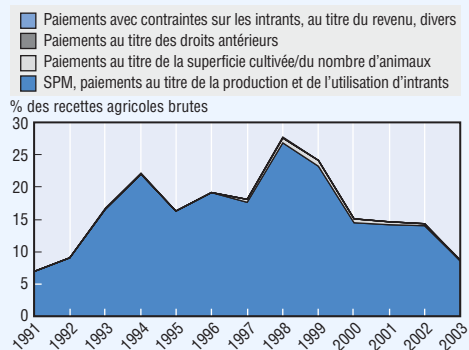
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Pologne

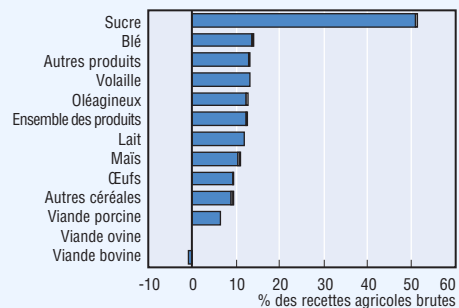
Les institutions et instruments servant à mettre en œuvre les politiques agricoles de la Pologne sont en voie d'harmonisation avec ceux de l'Union européenne en vue de l'adhésion à l'UE le 1^{er} mai 2004. En 2003, l'ESP en pourcentage est tombé à 9 %, contre 14 % en 2002, cette baisse s'expliquant essentiellement par une forte diminution du soutien des prix du marché.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) s'est établi en moyenne à 13 % pour 2001-03, alors que la moyenne observée pour les pays de l'OCDE pendant la même période s'élève à 31 %. Le niveau du soutien a progressé légèrement par rapport à la période de référence 1991-93 (11 %), mais cette hausse est principalement due aux variations du soutien des prix du marché.
- Le soutien des prix du marché représentait les deux tiers environ de l'ESP totale en 1991-93 comme en 2001-03. Le tiers restant se répartit entre les paiements au titre de la production et les paiements au titre de l'utilisation d'intrants. Les prix perçus par les agriculteurs sont en moyenne supérieurs de 12 % à ceux enregistrés sur les marchés mondiaux.
- Le coût supporté par les consommateurs (ESC en %) a tourné autour de 9 % en 2001-03, en légère hausse par rapport aux 8 % observés en moyenne pendant la période 1991-93.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture est demeuré peu élevé en 2001-03, puisque, avec 12 % du soutien total, il a légèrement reculé par rapport à 1991-93. Le soutien total à l'agriculture s'est établi à 1 % du PIB en 2001-03, chiffre environ deux fois moins élevé qu'en 1991-93.

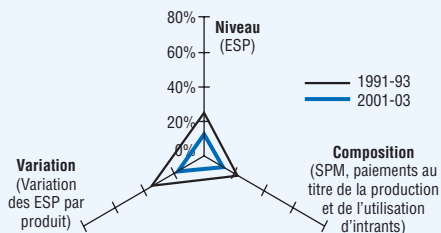
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Le soutien à l'agriculture polonaise est relativement faible, même si le niveau du soutien accordé au sucre demeure élevé. Des progrès significatifs ont été réalisés, comme le montrent le niveau et la composition du soutien, ainsi que la dispersion des niveaux de soutien aux différents produits. Il conviendrait que la Pologne poursuive les efforts déployés pour aider les exploitations face au changement structurel et pour améliorer le fonctionnement des institutions de marché.

Tableau II.12. **Pologne : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de PLN)

	1991-93	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	17 569	55 920	60 320	55 019	52 422
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>63</i>	<i>57</i>	<i>56</i>	<i>57</i>	<i>59</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	18 006	52 828	57 882	50 783	49 819
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	2 224	7 379	9 109	8 262	4 766
Soutien des prix du marché	1 474	5 059	7 160	5 517	2 501
<i>dont produits SPM</i>	<i>891</i>	<i>2 862</i>	<i>3 986</i>	<i>3 126</i>	<i>1 476</i>
Paielements au titre de la production	0	455	339	665	363
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	0	139	229	125	63
Paielements au titre des droits antérieurs	0	0	0	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	738	1 698	1 356	1 930	1 808
Paielements avec contraintes sur les intrants	2	6	6	4	7
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0	0	0
Paielements divers	11	22	21	21	25
ESP en pourcentage	11	13	15	14	9
CNP des producteurs	1.08	1.12	1.16	1.13	1.08
CNS aux producteurs	1.13	1.14	1.17	1.17	1.10
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	367	1 090	831	1 450	988
Recherche et développement	183	186	188	176	194
Établissements d'enseignement agricole	5	66	19	96	84
Services d'inspection	5	226	305	13	360
Infrastructures	58	295	176	385	325
Commercialisation et promotion	43	241	80	643	0
Stockage public	61	53	43	116	0
Divers	11	22	21	21	25
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	14.1	12.6	8.3	14.6	16.7
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-1 751	-4 924	-7 241	-4 651	-2 879
Transferts des consommateurs aux producteurs	-1 640	-5 273	-7 564	-4 957	-3 299
Autres transferts des consommateurs	-163	-72	-98	-2	-115
Transferts des contribuables aux consommateurs	3	151	85	209	160
Surcoût de l'alimentation animale	49	270	337	99	374
ESC en pourcentage	-8	-9	-13	-9	-6
CNP des consommateurs	1.09	1.11	1.15	1.11	1.07
CNS aux consommateurs	1.09	1.10	1.14	1.10	1.06
Estimation du soutien total (EST)	2 594	8 620	10 026	9 920	5 914
Transferts des consommateurs	1 803	5 345	7 662	4 960	3 413
Transferts des contribuables	954	3 347	2 462	4 963	2 616
Recettes budgétaires	-163	-72	-98	-2	-115
EST en pourcentage du PIB (%)	2.21	1.11	1.34	1.28	0.74
Déflateur du PIB 1995 = 100	44	190	188	190	191

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Pologne sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, ovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

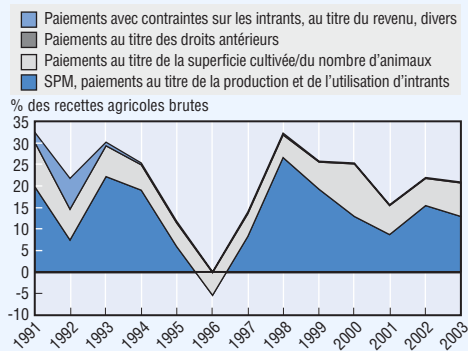
République Slovaque

Les politiques agricoles de la Slovaquie n'ont subi aucun changement majeur en 2003. Les paiements budgétaires continuent de représenter les deux tiers du soutien à l'agriculture, les montants versés aux agriculteurs des zones les moins favorisées absorbant à eux seuls le tiers du total des paiements. Globalement, l'ESP en pourcentage, stabilisée à 22 %, n'a pas varié par rapport à 2002.

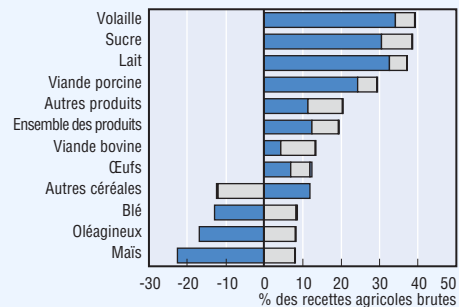
- Le soutien aux producteurs (ESP en %) a reculé de 28 % en 1991-93 à 20 % en 2001-03, chiffre inférieur à la moyenne de l'OCDE. L'essentiel du soutien va aux produits de l'élevage (lait, volailles, viande porcine) et au sucre, tandis que les producteurs de céréales et d'oléagineux supportent une taxe implicite.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et des paiements au titre de l'utilisation d'intrants dans l'ESP a progressé, puisqu'elle est passée de 59 % en 1991-93 à 65 % en 2001-03, mais elle demeure inférieure à la moyenne de l'OCDE. Les prix perçus par les agriculteurs, qui étaient supérieurs de 17 % aux prix mondiaux en 1991-93, ne le sont plus que de 12 % en 2001-03. Pendant ces mêmes périodes, les prix payés par les consommateurs ont été respectivement supérieurs aux prix mondiaux de 15 % et 11 % en moyenne.
- La part des paiements au titre de la superficie cultivée/du nombre d'animaux es passée de 30 % en 1991-93 à 36 % en 2001-03. Les autres formes de paiements restent marginales.
- La part du soutien aux services d'intérêt général dans le soutien total à l'agriculture a augmenté, passant de 12 % en 1991-93 à 15 % en 2001-03. Cette évolution tient avant tout à l'accroissement des dépenses consacrées aux services d'inspection et aux infrastructures. Le soutien total à l'agriculture, exprimé en pourcentage du PIB, s'est élevé à 1.5 % en 2001-03, chiffre légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE.

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)

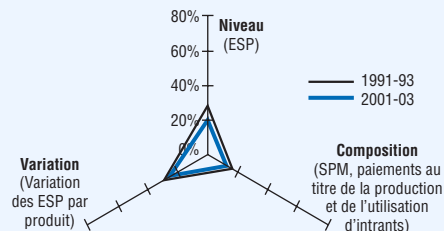
Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, l'évolution à long terme des politiques agricoles de la Slovaquie indique une diminution du niveau de soutien, même si la répartition du soutien entre les différents produits demeure inégale. Politiques et institutions sont progressivement harmonisées avec celles de l'Union européenne dans la perspective de l'adhésion de la Slovaquie à l'UE en 2004.

Tableau II.13. **République slovaque : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de SKK)

	1991-93	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	46 581	61 387	60 262	62 701	61 199
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>73</i>	<i>76</i>	<i>78</i>	<i>77</i>	<i>72</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	43 178	56 220	55 469	57 252	55 938
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	15 624	14 005	11 158	16 026	14 831
Soutien des prix du marché	6 990	3 712	230	5 968	4 938
<i>dont produits SPM</i>	<i>5 016</i>	<i>2 785</i>	<i>179</i>	<i>4 603</i>	<i>3 573</i>
Paielements au titre de la production	151	1 201	1 564	1 064	975
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	4 622	4 926	4 743	4 566	5 469
Paielements au titre des droits antérieurs	0	0	0	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	2 013	4 010	4 467	4 274	3 288
Paielements avec contraintes sur les intrants	48	17	14	14	22
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	1 665	140	140	140	140
Paielements divers	136	0	0	0	0
ESP en pourcentage	28	20	16	22	22
CNP des producteurs	1.17	1.12	1.06	1.15	1.15
CNS aux producteurs	1.40	1.24	1.19	1.28	1.26
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	2 068	2 422	1 715	2 801	2 751
Recherche et développement	671	543	555	527	548
Établissements d'enseignement agricole	600	44	77	25	31
Services d'inspection	508	860	303	1 106	1 170
Infrastructures	289	761	673	804	805
Commercialisation et promotion	0	118	107	131	115
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	0	97	0	208	82
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	11.7	14.6	13.2	14.8	15.4
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-5 315	-6 640	-4 105	-8 395	-7 421
Transferts des consommateurs aux producteurs	-5 346	-4 979	-2 346	-6 827	-5 765
Autres transferts des consommateurs	-286	-500	-399	-680	-421
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	157	93	76	302
Surcoût de l'alimentation animale	317	-1 318	-1 453	-964	-1 537
ESC en pourcentage	-12	-12	-7	-15	-13
CNP des consommateurs	1.15	1.11	1.05	1.15	1.12
CNS aux consommateurs	1.14	1.14	1.08	1.17	1.15
Estimation du soutien total (EST)	17 692	16 585	12 966	18 903	17 884
Transferts des consommateurs	5 632	5 479	2 744	7 507	6 186
Transferts des contribuables	12 346	11 605	10 620	12 077	12 119
Recettes budgétaires	-286	-500	-399	-680	-421
EST en pourcentage du PIB (%)	4.23	1.54	1.31	1.76	1.52
Déflateur du PIB 1995 = 100	80	146	140	145	153

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Slovaquie sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

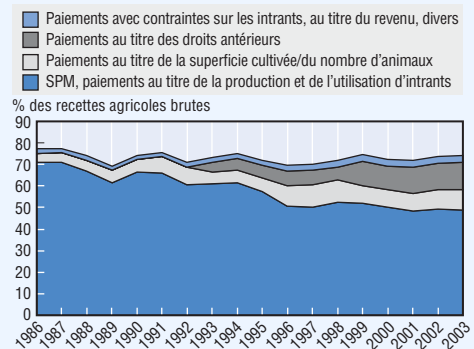
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Suisse

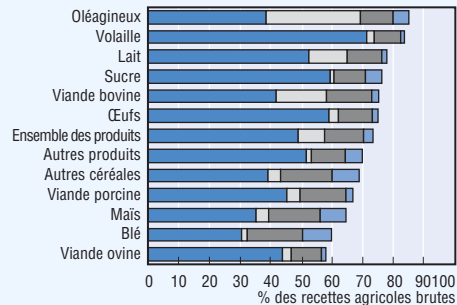
Aucun changement majeur n'est intervenu dans les politiques agricoles de la Suisse en 2003. Le programme de réforme *Politique agricole 2002* a été intégralement mis en œuvre, et le nouvel ensemble de réformes *Politique agricole 2007*, applicable à la période 2004-2007, a été adopté par le Parlement. L'ESP en pourcentage, à 74 %, n'a pas varié par rapport à l'année précédente.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %), qui a reculé de 76 % à 73 %, n'a pratiquement pas varié entre 1986-88 et 2001-03 et représente plus du double de la moyenne de l'OCDE. Le soutien est très élevé quels que soient les produits considérés.
- La composition du soutien a évolué depuis le milieu des années 80 sous l'effet des réformes successives. La part du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et des paiements au titre de l'utilisation d'intrants a chuté, puisqu'elle représentait 91 % de l'ESP en 1986-88 et seulement 67 % en 2001-03. En 1986-88, les prix aux producteurs et les prix à la consommation, au départ de l'exploitation, étaient supérieurs de plus de 350 % aux prix mondiaux. Les prix aux producteurs en 2001-03 étaient supérieurs de près de 200 % aux prix mondiaux, tandis que les prix aux consommateurs correspondaient en moyenne aux prix mondiaux multipliés par 2.5. La taxe implicite supportée par les consommateurs est tombée de 72 % en 1986-88 à 61 % en 2001-03.
- Les paiements au titre des droits antérieurs, de la superficie cultivée et du nombre d'animaux, dont le versement est soumis au respect de critères d'écoconditionnalité, ont connu l'augmentation la plus forte. Les paiements avec contraintes sur les intrants, qui comprennent des mesures à finalité environnementale, sont en progression, mais continuent de ne représenter que 2 % du soutien aux producteurs.
- Le soutien aux services d'intérêt général, en léger recul, est passé de 7 % en 1986-88 à un peu plus de 6 % du soutien total à l'agriculture en 2001-03. Ce dernier représente 2 % du PIB, soit près de la moitié de la part qu'il atteignait en 1986-88.

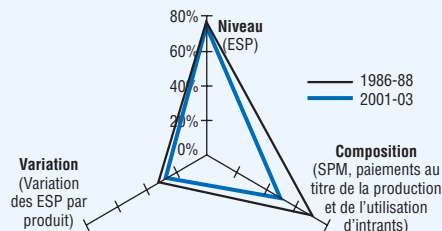
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, l'évolution de la composition du soutien indique que la Suisse a réalisé de notables progrès en matière de réduction des mesures faussant le plus la production et les échanges. Mais la diminution progressive du soutien, l'autre objectif de réforme à long terme, n'a guère avancé. L'adoption de la *Politique agricole 2007* offre l'opportunité de renforcer l'orientation du secteur agricole par le marché.

Tableau II.14. **Suisse : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de CHF)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	9 482	7 124	7 186	7 254	6 934
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>85</i>	<i>79</i>	<i>80</i>	<i>78</i>	<i>78</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	11 624	8 646	8 585	8 725	8 629
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	8 322	7 586	7 463	7 764	7 529
Soutien des prix du marché	6 863	4 353	4 279	4 482	4 298
<i>dont produits SPM</i>	<i>5 805</i>	<i>3 425</i>	<i>3 409</i>	<i>3 519</i>	<i>3 348</i>
Paievements au titre de la production	102	364	381	363	349
Paievements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	494	905	842	930	944
Paievements au titre des droits antérieurs	0	1 302	1 304	1 316	1 284
Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	647	336	339	349	320
Paievements avec contraintes sur les intrants	0	130	119	129	142
Paievements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0	0	0
Paievements divers	216	196	200	194	193
ESP en pourcentage	76	73	72	74	74
CNP des producteurs	4.56	2.85	2.72	2.93	2.90
CNS aux producteurs	4.20	3.74	3.57	3.80	3.86
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	688	532	544	521	531
Recherche et développement	135	93	95	90	94
Établissements d'enseignement agricole	38	22	23	22	20
Services d'inspection	14	13	13	13	12
Infrastructures	137	97	98	90	102
Commercialisation et promotion	45	65	62	64	69
Stockage public	103	47	53	48	41
Divers	216	196	200	194	193
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	6.9	6.4	6.6	6.1	6.4
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-7 661	-5 105	-4 923	-5 236	-5 155
Transferts des consommateurs aux producteurs	-7 095	-4 415	-4 330	-4 573	-4 342
Autres transferts des consommateurs	-1 960	-1 031	-956	-1 017	-1 118
Transferts des contribuables aux consommateurs	1 020	230	261	219	210
Surcoût de l'alimentation animale	374	111	103	135	96
ESC en pourcentage	-72	-61	-59	-62	-61
CNP des consommateurs	4.54	2.70	2.60	2.78	2.72
CNS aux consommateurs	3.62	2.54	2.45	2.60	2.58
Estimation du soutien total (EST)	10 030	8 348	8 268	8 504	8 270
Transferts des consommateurs	9 055	5 446	5 286	5 590	5 460
Transferts des contribuables	2 935	3 933	3 938	3 931	3 928
Recettes budgétaires	-1 960	-1 031	-956	-1 017	-1 118
EST en pourcentage du PIB (%)	3.87	2.01	2.00	2.04	1.99
Déflateur du PIB 1995 = 100	79	104	103	104	104

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Suisse sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, ovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

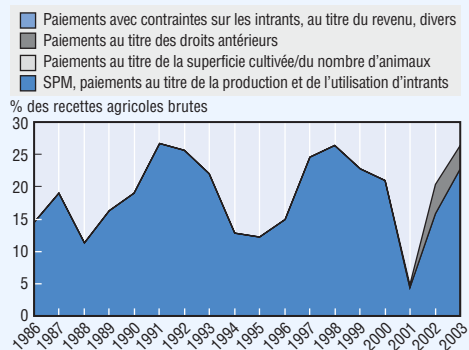
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

Turquie

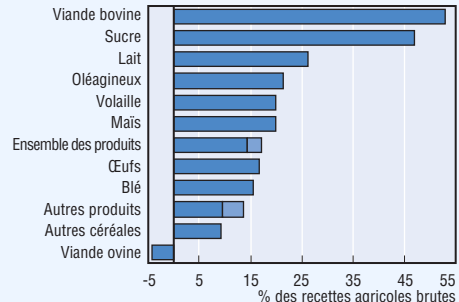
Entre autres évolutions majeures intervenues en 2003, figure l'instauration d'un programme prévoyant de réduire de 40 % le prix du gazole acquitté par les agriculteurs, et une réduction de deux tiers de l'aide financière accordée aux entreprises d'État et aux coopératives agricoles de vente. Les prix d'achat des céréales et du soja, qui ont été fixés à des niveaux très supérieurs aux prix à la frontière, ont progressé plus vite que l'inflation (environ 25 %). L'ESP en % est passée à 26 %, principalement en raison du creusement de l'écart entre prix intérieurs et prix mondiaux.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %) est passé de 15 % en 1986-88 à 17 % en 2001-03, mais il demeure très inférieur à la moyenne de l'OCDE (31 %). Le soutien dépasse 50 % pour la viande bovine et se situe à 45 % pour le sucre et 25 % pour le lait.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et de l'utilisation d'intrants dans l'ESP a reculé de 99 % en 1986-88 à 85 % en 2001-03. Les prix aux producteurs, qui étaient supérieurs de 15 % aux prix mondiaux en 1986-88, les dépassent de 19 % en 2001-03.
- La part des paiements au titre de l'utilisation d'intrants a fortement reculé, puisqu'elle est tombée de 33 % en 1986-88 à 4 % de l'ESP en 2001-03, et le nouveau paiement annuel de soutien direct au revenu accordé à tout agriculteur à un taux forfaitaire par hectare représente 16 % du soutien aux agriculteurs.
- La taxe implicite supportée par les consommateurs (ESC en %) est passée de 14 % en 1986-88 à 15 % en 2001-03. Les prix payés par les consommateurs étaient supérieurs de 18 % aux prix mondiaux en 1986-88 et de 21 % en 2001-03.
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture s'est accru de 11 % du soutien total à l'agriculture en 1986-88 à 28 % en 2001-03. Ce dernier est passé à 4.1 % en 2001-03, contre 3.6 % du PIB en 1986-88.

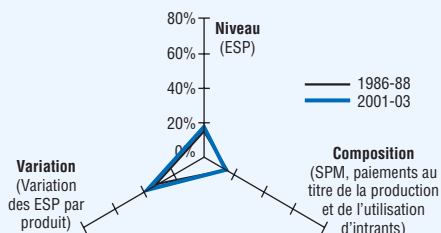
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Globalement, bien que le soutien aux producteurs ait augmenté, il demeure très inférieur à la moyenne de l'OCDE, et l'évolution de la composition du soutien va dans le sens d'une réduction des mesures faussant le plus la production et les échanges. L'amélioration des infrastructures de commercialisation et des services de soutien, tels que le conseil, la formation et la recherche, devrait faciliter l'ajustement structurel et accroître l'efficacité et la productivité du secteur.

Tableau II.15. **Turquie : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Milliards de TRL)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	18 179	38 896 931	26 083 159	39 241 204	51 366 432
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>57</i>	<i>63</i>	<i>62</i>	<i>62</i>	<i>65</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	14 795	34 629 417	23 788 467	34 273 304	45 826 480
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	2 710	8 001 477	1 281 269	8 434 776	14 288 385
Soutien des prix du marché	1 798	6 008 086	425 682	6 123 988	11 474 589
<i>dont produits SPM</i>	<i>1 029</i>	<i>3 825 147</i>	<i>263 112</i>	<i>3 791 494</i>	<i>7 420 836</i>
Paielements au titre de la production	12	381 098	557 943	247 504	337 845
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	0	0	0	0	0
Paielements au titre des droits antérieurs	0	1 299 403	83 640	1 876 570	1 938 000
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	900	312 890	214 004	186 713	537 951
Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0	0	0
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0	0	0
Paielements divers	0	0	0	0	0
ESP en pourcentage	15	17	5	20	26
CNP des producteurs	1.15	1.19	1.05	1.20	1.32
CNS aux producteurs	1.18	1.22	1.05	1.25	1.36
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	326	3 103 572	3 879 738	3 820 124	1 610 853
Recherche et développement	54	46 801	36 680	49 762	53 961
Établissements d'enseignement agricole	3	3 996	3 996	3 996	3 997
Services d'inspection	55	101 029	69 490	103 819	129 778
Infrastructures	7	4 729	4 729	4 729	4 730
Commercialisation et promotion	114	2 930 436	3 751 569	3 642 282	1 397 458
Stockage public	0	0	0	0	0
Divers	93	16 580	13 274	15 536	20 929
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	10.7	27.9	75.2	31.2	10.1
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-1 979	-6 102 421	-677 705	-5 919 935	-11 709 623
Transferts des consommateurs aux producteurs	-2 078	-6 278 466	-649 832	-6 011 819	-12 173 748
Autres transferts des consommateurs	-32	-116 309	-61 667	-57 012	-230 249
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	132	292 354	33 793	148 896	694 374
ESC en pourcentage	-14	-15	-3	-17	-26
CNP des consommateurs	1.18	1.21	1.03	1.22	1.37
CNS aux consommateurs	1.17	1.19	1.03	1.21	1.34
Estimation du soutien total (EST)	3 036	11 105 048	5 161 006	12 254 900	15 899 238
Transferts des consommateurs	2 110	6 394 776	711 498	6 068 831	12 403 997
Transferts des contribuables	958	4 826 582	4 511 175	6 243 081	3 725 490
Recettes budgétaires	-32	-116 309	-61 667	-57 012	-230 249
EST en pourcentage du PIB (%)	3.57	4.09	2.89	4.44	4.41
Déflateur du PIB 1995 = 100	1.4	2 881	2 047	2 939	3 658

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour la Turquie sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, ovine, la volaille et les œufs.

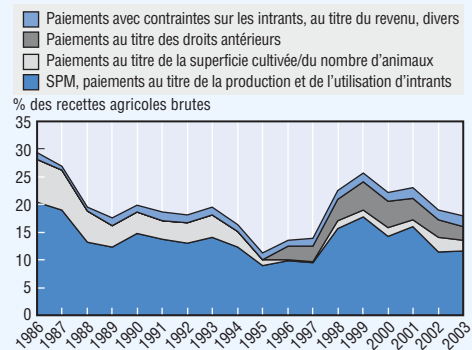
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

États-Unis

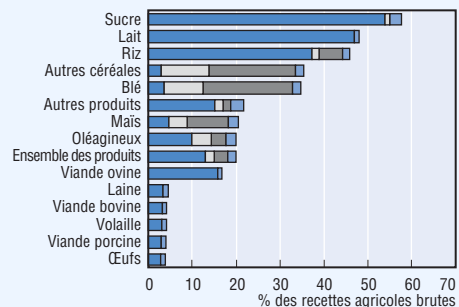
L'année 2003 a été essentiellement marquée par la mise en œuvre intégrale de la loi agricole de 2002. L'expiration de la loi agricole de 1996 a mis fin au versement de *paiements au titre des contrats de flexibilité de la production*, qui ont été remplacés par des *paiements directs* et des *paiements contracycliques*. En 2003, ces paiements ont baissé pour les produits végétaux et en conjonction avec une augmentation des prix mondiaux ont contribué à la réduction de l'ESP en % à 18 %. Les paiements basés sur les prix de marché ont été plus importants que les paiements au titre des droits antérieurs.

- Le soutien aux producteurs (ESP en %), ramené de 25 % en 1986-88 à 20 % en 2001-03, est demeuré inférieur à la moyenne de l'OCDE. Le soutien s'établit à plus de 55 % pour le sucre, 45 % pour le lait et le riz, et autour de 35 % pour le blé.
- La part globale du soutien des prix du marché, des paiements au titre de la production et de l'utilisation d'intrants dans l'ESP a reculé, puisqu'elle s'est établie à 65 % en 2001-03 contre 70 % en 1986-88. Les prix aux producteurs, qui étaient supérieurs de 19 % aux prix mondiaux en 1986-88, ne le sont plus que de 12 % en 2001-03.
- La part des paiements au titre de la superficie cultivée versés pour des produits spécifiques a reculé de 27 % de l'ESP en 1986-88 à 10 % en 2001-03, tandis que celle des nouveaux paiements à la surface non assortis d'exigences de production a atteint 18 % du soutien aux agriculteurs en 2001-03.
- L'ESC en %, qui correspondait à une taxe implicite de 7 % en 1986-88, s'est transformée en une subvention implicite de 3 % en 2001-03, les prix intérieurs étant inférieurs de 11 % aux prix mondiaux en raison de l'aide alimentaire interne (correspondant aux *bons d'alimentation*).
- Le soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture est passé de 23 % du soutien total à l'agriculture en 1986-88 à 29 % en 2001-03. Celui-ci a reculé de 1.5 % du PIB en 1986-88 à 0.9 % en 2001-03.

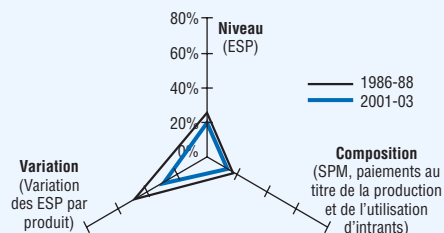
Estimation du soutien aux producteurs (ESP) Évolution du niveau et de la composition...



... ESP par produit, moyenne 2001-03



... et avancement des réformes



Relativement peu de progrès ont été réalisés pour atteindre l'objectif de réforme à long terme de réduction progressive du soutien. Alors que le soutien est inférieur à la moyenne observée pour la période 1986-88, il est supérieur aux niveaux des années 90, et le soutien lié à la production et aux intrants reste élevé, ce qui contribue à déprimer les prix mondiaux.

Tableau II.16. **États-Unis : Estimation du soutien à l'agriculture**
(Millions de USD)

	1986-88	2001-2003	2001	2002	2003p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	143 469	193 522	198 081	190 469	192 014
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>69</i>	<i>65</i>	<i>66</i>	<i>65</i>	<i>64</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	134 717	190 990	185 215	180 360	207 396
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	41 831	44 239	52 991	40 849	38 878
Soutien des prix du marché	19 525	16 836	20 219	15 594	14 695
<i>dont produits SPM</i>	<i>13 478</i>	<i>11 000</i>	<i>13 424</i>	<i>10 110</i>	<i>9 465</i>
Paielements au titre de la production	2 919	4 841	9 355	2 146	3 020
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	11 313	2 902	2 862	4 001	1 843
« Counter cyclical payments »	0	1 426	0	1 829	2 450
Paielements au titre des droits antérieurs	0	6 828	8 739	6 516	5 229
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	6 526	7 222	7 534	6 919	7 212
Paielements avec contraintes sur les intrants	637	1 978	1 918	2 044	1 972
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	912	2 206	2 364	1 798	2 456
ESP en pourcentage	25	20	23	19	18
CNP des producteurs	1.19	1.12	1.17	1.10	1.10
CNS aux producteurs	1.34	1.25	1.30	1.23	1.22
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	16 151	27 159	25 125	26 735	29 618
Recherche et développement	1 457	2 569	2 410	2 609	2 687
Établissements d'enseignement agricole	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Services d'inspection	384	734	683	751	768
Infrastructures	3 945	4 125	4 560	3 840	3 976
Commercialisation et promotion	9 266	17 434	15 175	17 241	19 884
Stockage public	0	123	122	119	129
Divers	1 098	2 174	2 174	2 174	2 174
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	23.3	28.6	25.2	29.2	31.5
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-8 778	4 816	-575	6 353	8 669
Transferts des consommateurs aux producteurs	-19 033	-16 833	-20 210	-15 594	-14 695
Autres transferts des consommateurs	-1 507	-2 081	-2 012	-2 014	-2 216
Transferts des contribuables aux consommateurs	11 468	23 729	21 646	23 962	25 580
Surcoût de l'alimentation animale	294	0	0	0	0
ESC en pourcentage	-7	3	0	4	5
CNP des consommateurs	1.19	1.11	1.14	1.11	1.09
CNS aux consommateurs	1.08	0.97	1.00	0.96	0.95
Estimation du soutien total (EST)	69 450	95 128	99 763	91 545	94 076
Transferts des consommateurs	20 540	18 914	22 222	17 609	16 911
Transferts des contribuables	50 417	78 295	79 552	75 951	79 382
Recettes budgétaires	-1 507	-2 081	-2 012	-2 014	-2 216
EST en pourcentage du PIB (%)	1.46	0.91	0.99	0.88	0.86
Déflateur du PIB 1995 = 100	79	113	112	113	115

p : provisoire. CNS : Coefficient nominal de soutien. CNP : Coefficient nominal de protection.

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale.

Les produits SPM pour les États-Unis sont : le blé, le maïs, les autres céréales, le riz, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, ovine, la laine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2004.

www.oecd.org



2004